



HAL
open science

Le désordre ordonné : la fabrique violente de Karachi (Pakistan)

Laurent Gayer

► **To cite this version:**

Laurent Gayer. Le désordre ordonné : la fabrique violente de Karachi (Pakistan). Les Études du CERI, 2013, 196, pp.3-44. 10.25647/etudesduceri.196 . hal-03473872

HAL Id: hal-03473872

<https://sciencespo.hal.science/hal-03473872>

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

les
études
du **Ceri**

Centre d'Études
et de Recherches
Internationales

**Le désordre ordonné :
la fabrique violente de Karachi (Pakistan)**

Laurent Gayer



SciencesPo.

CERI
CNRS

Le désordre ordonné : la fabrique violente de Karachi (Pakistan)

Résumé

Avec une population dépassant les 20 millions d'habitants et une croissance démographique se maintenant à un niveau spectaculaire, Karachi pourrait devenir la première agglomération urbaine du monde d'ici 2030. C'est aussi la plus violente de ces grandes métropoles. Depuis les années 1980, Karachi est confrontée à des rivalités partisans et à des violences criminelles endémiques portant sur le contrôle de la ville et de ses ressources. Ces luttes se sont progressivement ethnicisées, si bien que ce « Pakistan en miniature » apparaît de plus en plus fragmenté, aussi bien socialement que spatialement. Mais, malgré ses désordres, Karachi demeure la pierre angulaire de l'économie pakistanaise. Et, contrairement aux lectures journalistiques de ces désordres en termes de « chaos » ou d'« anarchie », une forme d'ordre y régule les interactions politiques, les relations sociales et les pratiques d'accumulation économique. Loin d'être entropique, cette configuration violente se reproduit à travers des formes de domination, des rituels d'interaction et des mécanismes d'arbitrage qui rendent cette violence « gérable » au quotidien – sans évacuer pour autant le sentiment d'insécurité résultant de ses transformations continues. Si la viabilité de ce « désordre ordonné », à moyen terme, n'est pas assurée, pour l'heure, Karachi continue de fonctionner en dépit – et parfois en vertu – de ses violences.

Ordered Disorder : the Violent Fabric of Karachi

Abstract

With a population exceeding twenty million, Karachi is already one of the largest cities in the world. It could even become the world's largest city by 2030. Karachi is also the most violent of these megacities. Since the mid-1980s, it has endured endemic political conflict and criminal violence, which revolve around control of the city and its resources. These struggles for the city have become ethnicised. Karachi, often referred to as a "Pakistan in miniature", has become increasingly fragmented, socially as well as territorially. Notwithstanding this chronic state of urban political warfare, Karachi is the cornerstone of the economy of Pakistan. Despite what journalistic accounts describing the city as chaotic and anarchic tend to suggest, there is indeed order of a kind in the city's permanent civil war. Far from being entropic, Karachi's polity is predicated upon relatively stable patterns of domination, rituals of interaction and forms of arbitration, which have made violence "manageable" for its populations – even if this does not exclude a chronic state of fear, which results from the continuous transformation of violence in the course of its updating. Whether such "ordered disorder" is viable in the long term remains to be seen, but for now Karachi works despite—and sometimes through—violence.

Le désordre ordonné : la fabrique violente de Karachi (Pakistan)

Laurent Gayer CNRS/Ceri-Sciences Po

« A une époque où règnent la confusion et le désordre ordonné, où coule le sang, où l'arbitraire prend force de loi, où l'humanité se déshumanise, ne dites jamais : "c'est naturel", afin que rien ne passe pour immuable. »
Bertolt Brecht, *L'Exception et la règle* (1937)

Avec une population dépassant les 20 millions d'habitants, Karachi est l'une des plus grandes agglomérations urbaines du monde¹. C'est aussi l'une des plus violentes². Depuis la seconde moitié des années 1980, l'unique mégapole du Pakistan est confrontée à des rivalités politiques et criminelles meurtrières, dessinant une écologie de la violence toujours plus complexe. Ces luttes pour la ville portent sur le contrôle de ses rentes économiques licites et illicites, de ses populations et de leurs suffrages, mais aussi de son identité et de ses titres de propriété, au sens propre et figuré. Ville récente, au moins au regard des autres grands centres urbains de l'Asie du Sud, cette cité portuaire a été fondée en 1729 par des marchands hindous (*banyas*) originaires de l'intérieur du Sind. Au cours des décennies suivantes, elle a pris son essor dans le sillage du commerce maritime entre l'Inde, le Golfe persique, l'Afrique orientale et la Chine, et de ses extensions caravanières vers l'Iran et l'Asie centrale. Son occupation par les Britanniques en 1839, qui marqua le premier acte de la conquête du Sind, est venue renforcer cette insertion aux réseaux commerciaux régionaux, tout en attirant sur place de

¹ Selon les premiers résultats du recensement de 2011, la population de Karachi aurait augmenté de 115 % depuis le recensement précédent (remontant à 1998) et atteindrait 21,2 millions d'individus. Même si ce rythme de croissance démographique diminuait substantiellement, Karachi aurait de fortes chances de devenir la ville la plus peuplée du monde d'ici 2030. Voir W. Cox, « Pakistan : where the population bomb is exploding », *newgeography.com*, 7 février 2012, <http://www.newgeography.com/content/002940-pakistan-where-population-bomb-exploding>

² Les conflits de Karachi ont fait entre 15 000 et 20 000 victimes depuis 1985. En 2012, Karachi était la plus violente des treize plus grandes villes du monde, avec un taux d'homicide de 12,3 pour 100 000 habitants (loin derrière certaines villes de plus petite taille mais dont le taux d'homicide dépasse les 1/1000, comme Caracas et Guatemala City). Voir A. Hashim, « Karachi's killing fields », *aljazeera.com*, 6 septembre 2012, <http://www.aljazeera.com/indepth/interactive/2012/08/2012822102920951929.html>

nombreux marchands, banquiers et entrepreneurs du reste de l'empire des Indes. A la veille de la Partition de 1947, Karachi est une ville-entrepôt prospère et cosmopolite, économiquement et démographiquement dominée par les non-musulmans (hindous, parsis et, dans une moindre mesure, chrétiens goanais)³. La création du Pakistan – dont Karachi sera la capitale jusqu'en 1959 – va bouleverser la démographie et l'économie politique de la ville en conduisant au départ de la quasi-totalité de sa population non musulmane, et donc de ses élites économiques. Ce départ a ouvert un vide qui ne sera jamais entièrement comblé, et jeté les bases d'un conflit lancinant de nature économique, politique, voire ontologique, tournant autour de la question suivante : à qui « appartient » Karachi ?

Si cette question s'est posée avec acuité dès les premiers temps de l'indépendance, à la suite du départ des élites non musulmanes et de l'arrivée massive de réfugiés musulmans en provenance de l'Inde (les Mohajirs, ou « migrants », un terme d'origine coranique qui fait référence à l'hégire du Prophète⁴), ce n'est qu'à partir de la seconde moitié des années 1980 que la violence a pris une place centrale dans la formation des territoires et les modes de régulation sociale de la ville⁵. Cette intrusion de la violence dans la fabrique sociale de Karachi est le produit de deux phénomènes cumulatifs : le débordement transnational du jihad afghan, qui modifia en profondeur l'économie et la démographie de la ville, et la montée en puissance du mouvement nationaliste mohajir autour des fils des migrants indiens installés au Pakistan à l'issue de la Partition de 1947. Ce « nationalisme de rue »⁶ a offert à ses recrues des possibilités d'ascension sociale par la violence⁷. Surtout, il a bouleversé les règles du jeu politique local, en érigeant l'ultraviolence (assassinats ciblés, massacres, actes de torture et mutilations...) en technique de contrôle social et en outil de compétition politique.

Loin d'être entropique, l'état de désordre chronique résultant de ces conflits armés de longue durée a accouché de styles de vie inédits et de nouveaux modes d'accès au pouvoir et à la richesse, qui ont structuré la ville socialement et spatialement. C'est à la genèse et à la reproduction sociale de ce « désordre ordonné », pour reprendre la formule de Bertolt Brecht à propos de l'Allemagne des années 1930⁸, qu'est consacrée cette étude, qui s'emploiera

³ Sur les élites non musulmanes de Karachi au cours de la période coloniale, voir M. Boivin, « Les hindous de Karachi dans la perspective historique : de la domination socio-économique à la marginalisation minoritaire », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 107-110, septembre 2005, pp. 61-96. Si la plupart des élites économiques hindoues ont quitté la ville dans les années suivant la Partition, le départ des grandes familles parsies (les Minwalla, Katrak, Dinshaw...) fut plus tardif, au point qu'elles contrôlaient encore le secteur portuaire et maritime dans les années 1970. Voir M. Boivin, « Karachi, "mère des immigrés" : business, violence et politique identitaire », *Hérodote*, n° 139, 2010, p. 130.

⁴ Le terme *muhajir* fut institutionnalisé par le recensement de 1951, qui définit ces « migrants » comme « les personnes entrées au Pakistan en relation à la Partition [*on account of Partition*] ou par crainte des troubles qui lui furent associés ». *Census of Pakistan*, 1951, vol. 1, table 19-a, note 1, p. 19-2.

⁵ M. Boivin, « Karachi et ses territoires en conflit : pour une relecture de la question communautaire », *Hérodote*, n° 101, 2001-2002, pp. 180-200.

⁶ O. Verkaaik, *Migrants and Militants. Fun and Urban Violence in Pakistan*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 6.

⁷ N. Khan, *Mohajir Militancy in Pakistan. Violence and Practices of Transformation in the Karachi Conflict*, Milton Park et New York, Routledge, 2010.

⁸ Cité par M. Taussig, « Terror as usual : Walter Benjamin's theory of history as a state of siege », *Social Text*, n° 123, automne-hiver 1989, p. 7.

à démontrer que la nature « anarchique » de Karachi⁹ n'est qu'apparente et dissimule des formes de régulation sociale et politique complexes, opérant au niveau macro de la ville dans son ensemble, ou se déclinant localement à travers des formes de contrôle dont la violence, politique ou criminelle, constitue un élément central.

Le cas de Karachi invite ainsi à repenser les rapports entre ordre et violence. Ces rapports, en dépit de ce que suggèrent les approches dominantes en science politique, ne sont pas nécessairement exclusifs¹⁰. La vogue actuelle, au sein des *conflict studies*, des problématiques de « transition de la guerre à la paix », de « sorties de conflit » ou de Désarmement, Démobilisation, Réintégration (DDR) contribue à entretenir l'idée selon laquelle tout conflit doit logiquement prendre fin un jour ou l'autre, pour céder la place à une période de paix au moins relative. Selon ce sens commun politiste, la guerre et la violence politique constituent des aberrations temporaires. Les tenants de l'opposition entre ordre et violence défendent une conception fortement normative de la « normalité » politique, écartant la possibilité de configurations sociales pérennes entre la guerre et la paix. Or, c'est bien de cela qu'il s'agit à Karachi, où les phénomènes de violence collective ont enregistré au fil des ans d'importantes variations d'intensité mais n'en sont pas moins devenus un élément permanent et structurant de la vie sociale, politique et économique. C'est d'ailleurs en cela que la ville et son écologie violente toujours plus complexe se distinguent d'autres situations conflictuelles finalement moins durables, à l'instar de celles que connaissent les villes colombiennes, où le niveau de violence a progressivement décliné au cours des années 2000. A Karachi, on assiste au contraire depuis 2005 à une escalade continue de la violence, ainsi qu'à une prolifération de groupes politico-militaires revendiquant avec plus ou moins de succès leur souveraineté sur des enclaves miliciennes où l'Etat, sans avoir disparu, se contente d'une présence de plus en plus distante.

L'ouverture du champ politique, au sortir des dictatures militaires du général Zia-ul-Haq (1977-1988) puis du général Musharraf (1999-2008), n'a pas suffi à désarmer les partis politiques locaux, en particulier le Muttahida Qaumi Movement (Mouvement national unifié, ex-Mouvement national mohajir – MQM), qui domine la vie politique locale depuis la fin des années 1980. Les évolutions régionales et internationales – notamment celles centrées sur l'Afghanistan – ont quant à elles attisé les conflits locaux et ne semblent pas en mesure de les atténuer, sans même parler de les résoudre durablement. Si cette option a parfois été défendue par certaines parties en présence, aucune médiation étrangère n'a jamais été à l'ordre du jour à Karachi¹¹.

⁹ Pour une illustration de cette littérature apocalyptique consacrée à Karachi, voir A.-L. Didier et J.-L. Marret, *Etats « échoués », mégapoles anarchiques*, Paris, PUF, 2001.

¹⁰ S. N. Kalyvas, I. Shapiro et T. Masoud, « Introduction : integrating the study of order, conflict and violence », in S. N. Kalyvas, I. Shapiro et T. Masoud (eds), *Order, Conflict and Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, pp. 1-14.

¹¹ Sur le lobbying international du MQM, voir L. Gayer, « Projections internationales ou détours vers le local ? Les diplomaties identitaires des sikhs (Inde) et des Mohajirs (Pakistan) », *International Review of Sociology*, vol. 18, n° 1, 2008, pp. 83-106.

Les habitants de Karachi semblent s'être accommodés – au sens pratique plus que moral – de cet état de désordre chronique. Peut-on pour autant parler, ici, de « banalisation » de la violence, en référence aux travaux de Daniel Pécaut sur la Colombie¹² ? L'un des principaux points d'achoppement de toute réflexion sur la « banalisation » ou la « routinisation » de la violence réside dans le recours à la terreur. En réinvestissant la violence d'un caractère spectaculaire et transgressif, voire magique, la terreur remet en cause les schèmes d'interprétation et les pratiques sociales qui permettaient de survivre physiquement et moralement aux « petites abominations » quotidiennes¹³. La terreur peut-elle à son tour se routiniser – « *terror as usual* », selon la formule de Michael Taussig¹⁴ ? C'est par cette question que nous concluons cette étude de cas aux ambitions comparatistes, ouvrant notamment des pistes pour une comparaison avec d'autres villes confrontées à des situations de désordre chronique, de l'Inde à la Colombie.

LE DÉSORDRE ORDONNÉ ET SES ÉNIGMES

L'histoire violente de Karachi invite à repenser la dichotomie conventionnelle entre la guerre et la paix. Loin d'indiquer une escalade continue du niveau de violence, l'évolution du nombre d'homicides dans la ville au fil des ans dessine une courbe en dents de scie, où les périodes d'accalmie succèdent aux explosions de violence. Cette discontinuité rapproche la conflictualité propre à Karachi des situations de « ni guerre ni paix » décrites par Paul Richards¹⁵. Et, si l'on assiste à une hausse spectaculaire – et sans précédent par sa durée – du nombre d'homicides depuis 2005 (voir figure 1), les épisodes de violence collective observés au cours des dernières années n'en sont pas moins restés limités dans le temps comme dans l'espace : ils ne durent jamais plus de trois ou quatre jours et demeurent localisés sur quelques quartiers, voire sous-quartiers, sans jamais déraiper vers une conflagration généralisée. Le recours aux assassinats ciblés (*target killings*), dont le nombre a explosé au cours des dernières années, témoigne également de la faculté d'autorégulation des belligérants, dont la propension à recourir à la violence pour résoudre des contentieux n'a d'égale que la capacité à revenir à des modes plus ordinaires d'affrontement politique dès lors que le signal de la fin des hostilités a sonné.

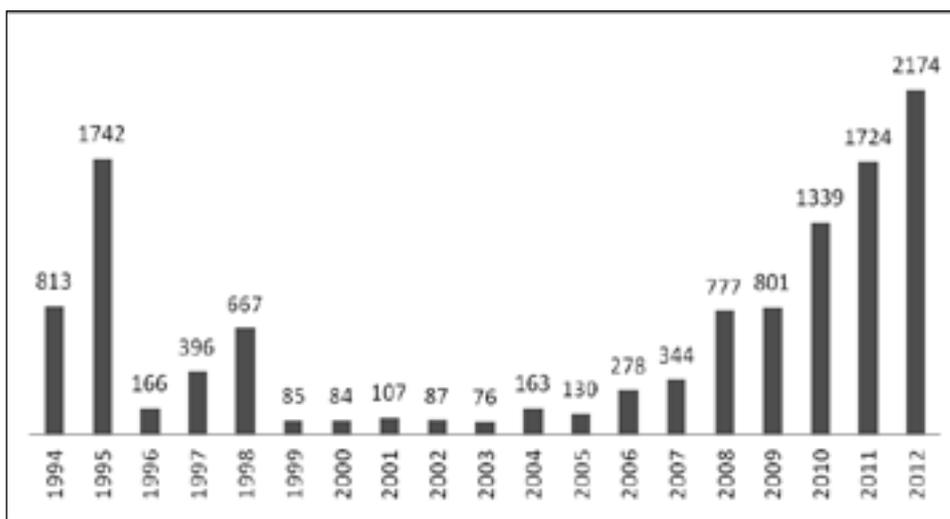
¹² D. Pécaut, « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien », *Cultures & Conflits*, n° 24-25, 1997, pp. 159-193.

¹³ N. Scheper-Hughes, *Death without Weeping. The Violence of Everyday Life in Brazil*, Berkeley, University of California Press, 1993, p. 220.

¹⁴ M. Taussig, « Terror as usual... », art. cité.

¹⁵ P. Richards (ed.), *No Peace no War. An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Currey, 2005.

Figure 1
Nombre d'assassinats par an à Karachi
(du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 2012)



Source : Citizens-Police Liaison Committee (CPLC)¹⁶.

Petits meurtres entre amis

Les conflits affectant Karachi n'impliquent pas nécessairement de clôture radicale entre les belligérants. A quelques notables exceptions près (la lutte entre le MQM et la « mafia de la drogue » pachtounne dans les années 1980, la rivalité entre ce même parti et le Peoples Aman Committee depuis 2008), ils mettent rarement en présence des « ennemis » ontologiques mais des « amis » plus ou moins intimes, entrepreneurs violents et/ou partis politiques qui furent, demeurent ou pourraient redevenir des partenaires au sein de groupements d'intérêts politiques ou économiques. Karachi n'est pas le seul terrain de conflit du monde confronté à des guerres « fraternelles », où les adversaires d'aujourd'hui pourraient bien se révéler les partenaires de demain¹⁷. Mais, si l'on se tue ici entre « amis », c'est avec une cruauté inégalée dans le reste du Pakistan (même les talibans de la vallée de Swat, pourtant réputés pour leur brutalité, n'ont jamais été aussi loin que les tortionnaires de Karachi en matière d'exactions). La banalité de l'usage de la violence comme mode de résolution des conflits politiques et des contentieux sociaux ou économiques va de pair avec un recours systématique aux atrocités. La routinisation de la violence semble jouer ici en faveur du recours à la terreur, c'est-à-dire d'une escalade qualitative, sinon quantitative, de la violence « performative » : la plupart des

¹⁶ Le CPLC est une organisation parapublique fondée en 1993, hébergée dans les bureaux du gouverneur du Sind et travaillant en étroite collaboration avec la police du Sind. Bien que ses données ne distinguent pas spécifiquement les violences politiques, il est généralement admis qu'il existe une forte corrélation entre le niveau général de violence et la violence politique.

¹⁷ J'emprunte cette expression de guerres « fraternelles » à Marielle Debos. Voir M. Debos, *Le Métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013, p. 24.

partis politiques et des groupes criminels impliqués dans ces guerres de territoire (*turf wars*) disposent de salles des supplices où leurs virtuoses de la violence détiennent, torturent, violent et tuent leurs opposants et dissidents, avant de mutiler leurs cadavres et de les envelopper dans des sacs de jute pour les abandonner dans les rues, les décharges ou des égouts à ciel ouvert. Depuis les années 1990, qui ont vu cette pratique d'origine policière récupérée par les tueurs du MQM¹⁸, le nombre de ces « cadavres emmaillotés » (*bori band lash* en ourdou) retrouvés quotidiennement donne la mesure la plus fiable des tensions ethniques et politiques de Karachi. Dans un texte en prose et en vers rédigé en 1995, au moment où la ville traversait l'une des périodes les plus sombres de son histoire, la poétesse Fahmida Riaz s'est faite l'écho de cette banalisation de la violence, et de l'humour noir par lequel les habitants y répondent :

« Au début, les gens furent pris de panique [*ek sansani mehsus ki*].
Puis ils s'attendirent à de nouveaux meurtres.
Et comme l'on s'y attendait, il y eut de nouveaux meurtres.
Depuis deux, trois ans, les habitants de Karachi vivent dans l'attente d'un grand massacre [*bara qatl-e-'am*]. Mais, avec le temps, les gens finissent par oublier leurs propres attentes.
Ils ont parfois l'impression que tous ces meurtres ne les affectent plus. Ils ont commencé à tourner ces innombrables assassinats en dérision. Ils se demandent les uns les autres, "alors, quel est le score, aujourd'hui ?"¹⁹. »

Tandis que les Karachiites apprenaient à vivre au quotidien avec la violence – sans jamais s'y habituer complètement, ne serait-ce qu'en raison de ses mutations continues –, l'économie affichait une résilience surprenante. En dépit de son état de désordre chronique, Karachi demeure le joyau de la Couronne pakistanaise : première source de revenus du pays (elle fournit 25 % des revenus fédéraux et 62 % de l'impôt sur le revenu collecté au niveau national), elle contribue massivement au PIB (à hauteur de 20-25 %), conserve un rôle central dans le commerce extérieur (95 % des échanges internationaux passent par elle), dans le secteur manufacturier (30 % de la production nationale) et financier (50 % des réserves bancaires y sont stockées)²⁰. Si les violences endémiques qui affectent la ville depuis les années 1980 ont entamé la confiance des investisseurs étrangers, elles n'ont pas, en revanche, remis en cause sa centralité persistante dans l'économie pakistanaise²¹. De toute évidence, son état de désordre chronique a acquis un caractère durable (au sens de « *sustainable* »). A rebours des approches journalistiques décrivant Karachi comme une ville chaotique et ingouvernable²², je

¹⁸ N. Khan, *Mohajir Militancy in Pakistan. Violence and Practices of Transformation in the Karachi Conflict*, Londres, Routledge, 2010, p. 64.

¹⁹ F. Riaz, « Karachi », in A. Kamal (ed.), *Karachi ki Kahani* (« L'histoire de Karachi » en ourdou), Karachi, Aaj, 2007 [1996], vol. 2.

²⁰ A. Hasan, *Participatory Development. The Story of the Orangi Pilot Project-Research and Training Institute, and the Urban Resource Centre*, Karachi, Pakistan, Karachi, Oxford University Press, 2010, p. 16 ; Asian Development Bank, *Karachi Megacities Preparation Project: Final Report*, vol. 1, 2005.

²¹ M. Boivin, « Karachi, "mère des immigrés"... », art. cité, p. 129.

²² A. Marshall, « Pakistan's dark heart », *Time*, vol. 179, n° 2, 2011, pp. 24-29.

tenterai de montrer dans les pages qui suivent que cette « guerre civile permanente »²³ n'exclut pas un certain ordre – des formes de domination, des logiques de reproduction sociale, de la prédictibilité... Parce qu'il se reproduit par la violence, cet ordre est éminemment précaire et mouvant, portant en germes les conditions de son auto-anéantissement. C'est précisément ce que révèlent les récentes évolutions des conflits locaux, sur fond de dispersion croissante du pouvoir, de militarisation de la société et de dérégulation de l'économie officielle. Autant d'évolutions qui ont transformé Karachi en un « palimpseste de souverainetés »²⁴ au cours des dernières années. Pour autant, la ville continue de fonctionner en dépit, et parfois en vertu, de ses violences.

Du désordre ordonné et de ses modes de régulation

La nature routinisée, voire « systémique », de la violence politique qui règne à Karachi depuis le milieu des années 1980²⁵ conduit à s'interroger sur l'avènement d'un désordre ordonné. Cette mise en ordre violente de la ville recouvre des mécanismes de contrôle social, des rituels d'interaction politique et des modes d'accumulation économique engendrés par les conflits armés locaux et se reproduisant à travers eux. Reprenant les termes de Norbert Elias, on peut y voir un « ordre sui generis »²⁶ qui, loin d'avoir évacué la violence, y puise les conditions de son émergence et de sa reproduction. La simple juxtaposition de concepts en apparence aussi contradictoires qu'« ordre » et « violence », sans même parler de leur articulation, semblera incongrue aux yeux de bien des lecteurs, plus familiers des conceptions structuralistes et iréniques de l'ordre social, assimilé à un appareil institutionnel stable dont la raison d'être est, précisément, l'élimination de la violence, ou tout au moins son contrôle par l'Etat. Cette conception classique de l'ordre social a été popularisée par Parsons et ses émules, dont la fameuse réponse au « problème hobbesien de l'ordre social » continue de structurer le champ disciplinaire, aux Etats-Unis notamment. Pour Parsons – et c'est ce qui le différencie d'Elias –, l'existence d'un ordre social ne va pas de soi ; il est l'aboutissement d'un processus institutionnel de pacification et de centralisation de l'autorité, orchestré par un Léviathan extirpant la société de la guerre généralisée en vertu d'un consensus normatif²⁷. En dépit des

²³ S. J. Tambiah, *Leveling Crowds. Ethnonationalist Conflicts and Collective Violence in South Asia*, Delhi, Vistaar, 1997, p. 193.

²⁴ J'emprunte cette expression à Jean et John L. Comaroff qui, dans une stimulante étude de la dialectique du légal et du légal dans les sociétés postcoloniales, évoquent l'émergence d'un « palimpseste de souverainetés contestées, de codes et de juridictions ». Voir « Law and disorder in the postcolony », in J. Comaroff et J. L. Comaroff (eds), *Law and Disorder in the Postcolony*, Chicago, University of Chicago Press, 2006, p. 9.

²⁵ Voir A. Ali Budhani, H. Gazdar, S. Ahmad Kaker et H. Bux Mallah, *The Open City. Social Networks and Violence in Karachi*, Crisis States Research Centre working papers series 2, 70, Crisis States Research Centre, Londres, London School of Economics and Political Science, 2010, p. 7.

²⁶ N. Elias, *The Civilizing Process*, Oxford, Blackwell, 1994 [1939], p. 444.

²⁷ Pour un retour critique sur la réponse parsonienne au « problème hobbesien de l'ordre social », voir T. Burger, « Talcott Parsons, the problem of order in society, and the program of an analytical sociology », *American Journal of Sociology*, vol. 83, n° 2, septembre, 1977, pp. 320-339.

nombreuses critiques qui lui ont été adressées, cette lecture parsonienne de Hobbes a connu un engouement qui ne s'est pas démenti. Les approches dominantes en philosophie politique ainsi qu'en sociologie politique et historique demeurent toujours fortement influencées par le « projet utopique, immanent et continuellement tenu en échec de l'Etat moderne », à savoir son ambition de « réduire la réalité sociale chaotique, désordonnée et en changement perpétuel qu'il recouvre »²⁸. La longévité de ce paradigme s'est vu confirmée par le récent succès de l'ouvrage de Douglass C. North, John Joseph Wallis et Barry R. Weingast, *Violence and Social Orders*, qui présente un cadre d'analyse assumant son historicisme et reposant sur une distinction entre les « Etats naturels » (*natural states*) et les « sociétés ouvertes » (*open access societies*), qui, en dépit de leurs différences institutionnelles (les secondes sont jugées plus élaborées, dans une perspective évolutionniste), sont tous supposés « contrôler la violence » – c'est d'ailleurs ce qui les distingue de « l'ordre social originel » caractéristique des sociétés de chasseurs-cueilleurs²⁹. Ce type de construction théorique conduit à classer les sociétés sur la base de leur « niveau d'ordre social », un exercice aboutissant fatalement à séparer un Occident policé du reste du monde, englué dans le chaos. Même l'anthropologie n'est pas d'un grand secours ici, dans la mesure où, à l'instar d'un Georges Balandier, nombre d'anthropologues ont tendance à voir dans le « pouvoir par le désordre » un exercice rituel par lequel le désordre se trouve « symboliquement piégé puis domestiqué », à travers certaines figures (le clown cérémoniel, le *trickster*...) ou événements collectifs (le carnaval, le charivari...) ³⁰. Le désordre, dans cette perspective, apparaît comme l'antithèse de l'ordre social, son double infernal. Ce n'est que très récemment qu'une poignée d'anthropologues ont rompu avec cette vision classique pour penser les formes contemporaines de l'« anarchie organisée » (*organized lawlessness*)³¹.

Le succès du modèle parsonien a parfois fait oublier qu'il existait des alternatives à ces théories fortement normatives, et profondément iréniques, de l'ordre social. La sociologie de Norbert Elias constitue sans doute l'un des meilleurs points de départ pour repenser les relations entre ordre et désordre. Comme Elias le souligne, même dans les situations de chaos apparent, la vie sociale acquiert une « forme sociale bien particulière »³², irréductible aux intentions des individus ou à la somme de leurs interactions. Pour Elias, l'ordre social est par définition non planifié et naît de manière incrémentale de l'interdépendance humaine³³. L'argument central de cette étude est précisément que le désordre ordonné constitue la « forme sociale » propre à Karachi – sa *Gestalt* au sens d'Elias.

²⁸ J. C. Scott, *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1998, p. 82.

²⁹ D. C. North, J. J. Wallis et B. R. Weingast, *Violence and Social Orders. A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

³⁰ G. Balandier, *Le Désordre*, Paris, Fayard, 1988, chapitre 5.

³¹ J. Comaroff et J. L. Comaroff, « Law and disorder in the postcolony », art. cité, p. 5.

³² N. Elias, « Figuration », in B. Schäfers (eds), *Grundbegriffe der Soziologie*, Opladen, Leske en Budrich, 1986, p. 162, cité par R. van Krieken, *Norbert Elias*, Londres, Routledge, 1998, p. 48.

³³ N. Elias, *The Civilizing Process*, *op. cit.*, p. 444.

Cet « ordre sui generis » a émergé à Karachi au cours des années 1980, dans un contexte politique marqué par la militarisation de conflits étudiants et de rivalités économiques à coloration ethnique. L'escalade de la violence engendrée par cette militarisation a contribué au succès du MQM, parti ethnique fondé en 1984 et représentant la population ourdouophone des Mohajirs, qui s'est fait connaître – et respecter – par ses méthodes musclées. Au cours des années suivant ses premières victoires électorales, en 1987-1988, la prédominance du MQM dans la vie politique locale a introduit une certaine stabilité et prédictibilité dans une ville caractérisée par sa fragmentation et sa volatilité. Les résistances auxquelles s'est heurté le MQM, tant dans la communauté fraîchement imaginée des Mohajirs qu'à l'extérieur, ont cependant continué à nourrir des conflits armés qui n'ont pas seulement compromis les tentatives de normalisation du parti mohajir, mais ont également contribué à l'irruption de nouvelles forces politico-militaires contestant au MQM le monopole des moyens de coercition, de représentation et de taxation de la population. C'est cette configuration que je qualifie de désordre ordonné, m'inspirant ici, tout en m'en distançant, des travaux de Michael Taussig sur la Colombie. Fondant son argumentaire sur une ethnographie de la terreur d'Etat et des violences miliciennes propres à la Colombie des années 1980, Taussig s'intéresse à la formation d'un régime d'incertitude généralisée procédant d'un état d'exception permanent³⁴. Si Karachi partage des similitudes frappantes avec le cas colombien, notamment en matière de normalisation des pratiques d'exception, je conçois la notion de désordre ordonné de manière plus expansive, en me référant à l'écologie de la violence coproduite par les belligérants dans le cadre de leurs interactions. Ce désordre ordonné serait la *Gestalt* d'une cité en proie à la confrontation violente, depuis les années 1980, d'aspirants au pouvoir souverain – c'est-à-dire de forces politiques et sociales revendiquant pour elles-mêmes, et pour elles seules, le droit de « tuer, discipliner et punir en toute impunité », selon la définition du pouvoir souverain récemment proposée par l'anthropologue Thomas Blom Hansen³⁵. M'écartant d'une longue tradition, en science politique notamment, assimilant l'ordre social au contrôle de la violence et à sa monopolisation progressive par l'Etat, j'appréhende la notion d'« ordre » de manière plus neutre, comme les principes directeurs (les règles du jeu) d'une *configuration* historique particulière – au sens qu'Elias donne à cette notion, à savoir une formation sociale organisée autour d'acteurs interdépendants, dont la reproduction s'opère à travers un « équilibre fluctuant et tendu »³⁶ – qui peut s'accommoder d'un niveau significatif de compétition pour les moyens de coercition. Mon approche converge avec un certain nombre de travaux sur les « ordres émergents » en Afrique subsaharienne qui mettent en avant les effets (re)structurants des crises de longue durée sur l'exercice de l'autorité, la distribution des ressources et la formation de

³⁴ Cité dans M. Taussig, « Terror as usual... », art. cité, p. 7.

³⁵ T. Blom Hansen, « Sovereigns beyond the State : on legality and authority in urban India », in T. Blom Hansen et F. Stepputat (eds), *Sovereign Bodies. Citizens, Migrants, and States in the Postcolonial World*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2005, p. 170.

³⁶ N. Elias, *Qu'est ce que la sociologie ?*, Paris, Pandora, 1981, pp. 154-161.

l'espace public³⁷. La conviction que la guerre et la violence politique sont « résolument sociologiques »³⁸ – c'est-à-dire résultent de processus sociaux et sont à la fois un signe et un facteur d'organisation – a d'importantes répercussions méthodologiques. Elle plaide en faveur d'une étude des conflits *en action*, attentive à leurs effets sur leur environnement social ainsi qu'à la rétroaction de cet environnement mouvant sur une violence en perpétuelle transformation, plutôt qu'*en intention*, à travers l'excavation hasardeuse des « causes premières » (*root causes*) et des motivations individuelles. Au mieux, celles-ci constituent les conditions de possibilité de la violence et de son escalade. Mais, lorsque le conflit s'intensifie, de nouvelles variables entrent en jeu, bouleversant les motivations et opportunités initiales³⁹. Cette « métamorphose des effets en cause »⁴⁰ joue un rôle central dans la reproduction et l'escalade endogène de la violence sociale et politique. Ce faisant, elle plaide contre les explications causales autoproclamées et agit en faveur d'approches processuelles plus attentives aux dimensions contingentes et à la nature autogénérative de ces violences.

Désagrèger la notion d'ordre du contrôle de la violence ouvre de riches perspectives analytiques à l'étude des transformations de Karachi, à rebours des interprétations dominantes de ces transformations et des évolutions du Pakistan dans son ensemble en termes de « descente vers le chaos »⁴¹. Mais, dans la mesure où, dans cette approche tout au moins, l'ordre se trouve dissocié du contrôle de la violence, la trajectoire historique récente de Karachi ne constitue, au mieux, que la toile de fond d'une interrogation plus large et plus complexe : comment une ville confrontée à des cycles successifs d'escalade violente et de polarisation sociale a-t-elle pu échapper à une conflagration généralisée ? Cette étude ne prétend pas apporter de réponse définitive à cette question. Je partage le malaise de Michael Taussig face à la propension de nombreux chercheurs travaillant sur des zones de conflit à réintroduire de la cohérence là où les « acteurs » ne voient que confusion (« Votre désordre, mon ordre », selon la formule de Taussig)⁴². Les pages qui suivent voudraient embrasser cette complexité pour restituer le sentiment croissant d'insécurité des populations de Karachi. Il me semble en même temps possible – et nécessaire – de dépasser la simple description de ce régime d'incertitude pour mettre au jour les mécanismes régulateurs qui, jusqu'à présent, ont épargné à la ville une conflagration généralisée – ce que Paul Richards qualifie de « fabrique institutionnelle contenant le conflit

³⁷ M. Debos, *Le Métier des armes au Tchad*, *op. cit.* ; C. Lund, « Twilight institutions : an introduction », *Development and Change*, vol. 37, n° 4, 2006, pp. 673-684 ; T. Raeymaekers, K. Menkhaus et K. Vlassenroot, « State and non-state regulation in African protracted crises : governance without government », *Afrika Focus*, vol. 21, n° 2, 2008, pp. 7-21.

³⁸ P. Richards, « New war : an ethnographic approach », in P. Richards (ed.), *No Peace No War. An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Currey, 2005, p. 4.

³⁹ S. N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

⁴⁰ F. Coronil et J. Skurski, « Introduction : states of violence and the violence of states », in F. Coronil et J. Skurski (eds), *States of Violence*, Ann Harbor, University of Michigan Press, 2006, p. 2.

⁴¹ Pour reprendre le titre de l'ouvrage à succès du plus célèbre journaliste pakistanais, Ahmed Rashid.

⁴² M. Taussig, *Law in a Lawless Land. Diary of a Limpieza in Colombia*, Chicago et Londres, Chicago University Press, 2003, p. 17.

armé dans certaines limites sur le long terme »⁴³. Quatre phénomènes cumulatifs semblent avoir joué un rôle décisif à cet égard en nourrissant les dynamiques conflictuelles tout en les modérant, posant ainsi les conditions d'un équilibre précaire :

1) L'incapacité de l'ensemble des forces en présence à dominer totalement le jeu et la capacité de l'un de ces acteurs à se rendre moins dépendant des autres que ces derniers de lui, comme l'illustre la prédominance contestée du MQM.

2) La propension de ce parti prédominant à « gouverner sur le fil », c'est-à-dire à exercer et à réactualiser son pouvoir à travers des perturbations de l'ordre public tirant leur efficacité de leur dérapage toujours possible. Ces troubles à l'ordre public (grèves générales, « émeutes ethniques »⁴⁴ ou attaques coordonnées contre des groupes rivaux) ne s'insèrent pourtant dans des stratégies de négociation politique que dans la mesure où leur ordonnateur conserve la capacité de les réguler, et donc de ne pas en perdre le contrôle.

3) L'avènement de gouvernements de coalition dessinant les contours d'un « consociationalisme » violent autour de partis politiques représentant différents groupes ethniques ; ces gouvernements de coalition contribuent à la fois à contenir les risques de conflit entre ces forces politiques et à les nourrir, dans la mesure où ces « partenaires » s'affrontent pour le contrôle de l'Etat local et de ses ressources. Ces conflits latents éclatent parfois au grand jour, à l'occasion d'épisodes de « négociations rompues » (*broken negotiations*⁴⁵) qui voient l'un des membres de la coalition (généralement le MQM) retirer son soutien au gouvernement provincial et central ; un développement qui s'accompagne systématiquement d'affrontements meurtriers prenant la forme d'« émeutes ethniques » ou d'attaques coordonnées contre les militants ou les populations civiles affiliées aux partis de gouvernement. Une fois les demandes du parti sortant prises en compte, le calme revient rapidement, et la routine gouvernementale reprend ses droits. La faiblesse structurelle du cadre démocratique pakistanais – du fait de la menace permanente d'une intervention militaire – a un important effet modérateur sur ce pluralisme conflictuel, dans la mesure où ces partenaires difficiles, qui sont toujours des belligérants potentiels, doivent tenir compte du risque de suspension du jeu démocratique en cas d'escalade militaire incontrôlée.

4) Les épisodes d'intervention étatique, maniant la carotte du patronage ou le bâton de la répression, destinés à instaurer de nouveaux compromis, toujours instables, entre les aspirants publics et privés à la souveraineté.

⁴³ P. Richards, « New war... », art. cité, p. 14.

⁴⁴ Comme le font remarquer Thomas Blom Hansen et Finn Stepputat, les « émeutes ethniques » sont trop souvent construites par les agents étatiques – mais aussi par les analystes locaux et étrangers – comme des « événements sans acteurs », caractérisés par leur prétendue spontanéité. Cette grille de lecture conduit à dénier toute rationalité aux « masses », tout en assurant l'impunité aux auteurs de violence, souvent bien plus organisés qu'il n'y paraît. Voir T. Blom Hansen et F. Stepputat, « Introduction », in T. Blom Hansen et F. Stepputat (eds), *Sovereign Bodies*, op. cit., pp. 28-29.

⁴⁵ C. Tilly, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, chapitre 9.

LA FORMATION CONTINUE D'UNE CONFIGURATION VIOLENTE

Karachi n'a pas toujours été synonyme de carcasses de véhicules calcinés et de corps mutilés abandonnés dans des sacs de jute. Le « Guide de Karachi » distribué aux soldats américains postés dans la cité portuaire lors de la Seconde Guerre mondiale⁴⁶ la décrit comme le « Paris de l'Orient » et « la ville la plus propre de toute l'Inde », tout en faisant l'éloge de « ses plages et lieux de baignade »⁴⁷. Nombre d'habitants y ayant grandi dans les années 1950 et 1960 évoquent une agglomération aussi sûre que plaisante, où les enfants passent l'essentiel de leur temps à jouer dehors, où l'on peut laisser sa porte ouverte et où les femmes peuvent se rendre au cinéma pour découvrir les derniers succès indiens sans se faire accompagner de chaperons. Avec ses arbres fruitiers en abondance et ses myriades de papillons, Karachi passe alors pour un endroit idyllique⁴⁸. Pour les candidats à la mobilité sociale ascendante, elle est pleine de promesses. Comme se souvient Anwar Ehsan Siddiqi – un migrant ourdouphone venu de l'Inde avec sa famille au début des années 1950 –, Karachi est « la ville du travail libre » (*azad mehnat ka shehr*) ; le travail forcé y est inconnu (contrairement à la situation prévalant dans les zones rurales du Sind) et les vieilles solidarités tribales et de caste ne dominent plus les interactions sociales (à la différence des zones pachtounes et du Pendjab). La Karachi de cette époque appartient « aux travailleurs et aux classes moyennes », et même les femmes y profitent de « leur première occasion de respirer librement »⁴⁹.

Si les réfugiés ourdouphones issus des classes moyennes ou supérieures se remémorent les premières décennies de l'indépendance comme d'une « période de sérénité » (*pur sakun dor*)⁵⁰, Karachi a aussi la réputation d'une ville qui ne dort jamais. Dans les années 1960, elle gagne son surnom de « ville lumière » (*roshnion ka shehr*) à la faveur du succès d'une chanson de Mehdi Hassan, « *Aye roshnion ke shehr, bata !* » (« Dis moi, ville lumière ! »), tirée d'un film de 1964, *Chingari*. Cette chanson décrit la vie nocturne de Karachi – en en dénonçant la vulgarité – à un moment où l'ex-centre-ville colonial de Saddar est plus célèbre pour ses night-clubs et cabarets que pour ses grands hôtels et représentations diplomatiques fortifiés, exposés à la menace permanente de groupes terroristes. Et si ces distractions et libations profitent exclusivement à une élite de taille réduite, elles font toujours partie intégrante des représentations de la ville, pour ses résidents les plus âgés comme pour ces officiels qui s'obstinent à voir en Karachi la « ville lumière » du Pakistan⁵¹,

⁴⁶ Karachi est alors l'un des plus importants ports alliés d'Asie, où sont réparés les navires endommagés.

⁴⁷ *Guide to Karachi*, Karachi, circa 1943.

⁴⁸ Voir les mémoires de la journaliste Zinat Hisam, « *Guzre Din, Guzarte Din* » (« Les jours du passé, les jours qui passent » en ourdou), in A. Kamal (ed.), *Karachi ki Kahani*, op. cit., vol. 2, pp. 617-653.

⁴⁹ A. Ehsan Siddiqi, « *Parwarish-e-Loh-o-Qalam (Khud Nawisht)* » (« Une éducation littéraire : autobiographie » en ourdou), in A. Farrukhi (ed.), *Duniya Zad*, n° 32, 2011, p. 272.

⁵⁰ Z. Hisam, « *Guzre Din, Guzarte Din* », in A. Farrukhi (ed.), *Duniya Zad*, op. cit., p. 622.

⁵¹ On se référera notamment au site web du gouvernement local de Karachi, qui affirme que « [Karachi] est surnommée la ville lumière par ses habitants en raison de son dynamisme [*liveliness*] ». Voir « Karachi the Gateway of Pakistan », <http://www.karachicity.gov.pk/>

même si ce surnom a pris une résonance ironique au cours des dernières années, en écho aux coupures de courant prolongées à laquelle la ville est sujette, et qui s'accompagnent fréquemment d'« émeutes de l'électricité » (*power riots*).

Ces réminiscences nostalgiques ont en commun leur élitisme et leur propension à occulter les conflits sociaux affleurant sous la prétendue « sérénité » de l'époque. Dans une large mesure, cette sérénité relève d'un mythe construit de toutes pièces par les élites ourdouphones⁵². De fait, loin d'avoir été aussi sereines que ces élites nostalgiques le prétendent, les années 1950 ont vu se développer des mouvements ouvriers et étudiants qui ne feront que s'amplifier au cours de la décennie suivante, en dépit de la répression dont ils font alors l'objet (durant la grève du 1^{er} mars 1963, par exemple, quarante-trois victimes tombent sous les balles de la police⁵³). Cette agitation de la classe ouvrière et des étudiants de Karachi vaudra à la ville un autre surnom : la « cité insoumise » (*shehr-e-shorida sar*)⁵⁴.

Les « lumières » de Karachi commencent à décliner à la fin des années 1970, lorsque Zulfikar Ali Bhutto s'emploie à rallier les éléments les plus conservateurs à son projet de « socialisme islamique » en interdisant les activités « immorales » dans la ville – une entreprise qui signe l'arrêt de mort des bars et cabarets qui ont fait la réputation sulfureuse de Saddar. Bhutto réprime également sévèrement le mouvement ouvrier, cette répression culminant lors du massacre du 8 juin 1972 : une dizaine d'ouvriers venus assister aux funérailles de camarades tombés la veille sous les balles de la police sont à leur tour tués par les forces de l'ordre, cet événement marquant « le début de la fin de l'une des plus longues luttes ouvrières de l'histoire sociale du Pakistan »⁵⁵. Puis, le mois suivant, Karachi est le théâtre du plus sérieux épisode de violence interethnique recensé dans la ville depuis la Partition, après que des heurts ont éclaté entre étudiants sindis et ourdouphones à la suite de l'adoption d'une loi faisant la promotion du sindi dans le système éducatif et l'administration provinciale.

Quelques années plus tard, Karachi va retrouver le rôle d'antichambre des conflits afghans qui, un siècle et demi plus tôt, lui avait déjà valu l'intérêt des Européens, et précipité son occupation par les Britanniques. Une nouvelle fois, la ville devient le principal point d'entrée des armes et des munitions destinées aux opérations en Afghanistan. Une large part de ces cargaisons se « perdent » en route et finissent à Karachi entre les mains de barons de la drogue et de militants étudiants. Introduites pour la première fois sur les campus par les miliciens du Thunder Squad, la branche armée de l'Islami Jamiat-e-Tulaba (elle-même branche étudiante de la Jama'at-e-Islami, le principal parti islamiste du Pakistan, qui bénéficie à l'époque du patronage du général Zia-ul-Haq), les armes à feu se banalisent rapidement et contribuent à une première escalade de la violence au

⁵² O. Verkaaik, « At home in Karachi : quasi-domesticity as a way to know the city », *Critique of Anthropology*, vol. 29, n° 1, 2009, pp. 65-80.

⁵³ Voir Z. Shaheed, *The Labour Movement in Pakistan. Organisation and Leadership in Karachi in the 1970s*, Karachi, Oxford University Press, 2007, p. 258.

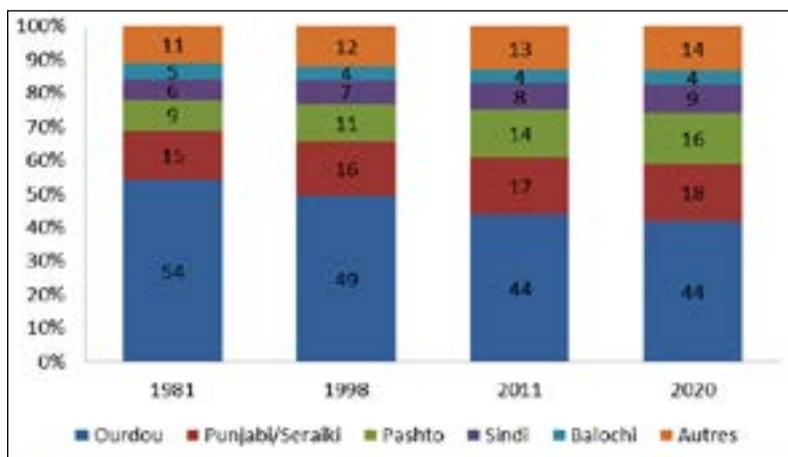
⁵⁴ On pourra notamment se référer au poème de Harris Khalique, « Rush », in *Ishq ki Taqwim mein. Harris Khalique ki Nazmen, 1985-2005* (« Dans le calendrier de l'amour. Poèmes de Harris Khalique, 1985-2005 » en ourdou), Karachi, Danyal, 2006, p. 137.

⁵⁵ K. Asdar Ali, « Strength of the state meets strength of the street : the 1972 labour struggle in Karachi », in N. Khan (ed.), *Beyond Crisis. Re-Evaluating Pakistan*, Delhi, Routledge, 2010, p. 210.

début des années 1980. Les rixes étudiantes de la décennie précédente, qui opposaient principalement militants islamistes et « progressistes », cèdent la place à une véritable guerre de campus, qui fait des dizaines de victimes. C'est dans ce milieu étudiant en voie de militarisation que les futurs fondateurs du MQM auront leur première expérience de la lutte politique, une expérience qui allait jouer un rôle structurant sur leur conception du militantisme comme un « état de guerre » (*halat-e-jang*) permanent, où la « puissance militaire » (*aslahah taqat*) joue un rôle prépondérant⁵⁶.

Dans la direction opposée, Karachi s'impose aussi comme l'un des principaux points de sortie de l'héroïne afghane – cet « or blanc » qui transforme en profondeur l'économie officielle et officieuse de la ville, ainsi que les règles de cohabitation prévalant entre groupes ethniques. C'est dans ce contexte de rivalités criminelles, de croissance démographique incontrôlée (après l'afflux de près d'un million de réfugiés afghans, notamment) et d'« émeutes ethniques » – souvent entretenues par les barons de la drogue dans le but d'étendre leur emprise sur certains quartiers officieux – que le MQM va s'affirmer comme le porte-parole musclé de la communauté ourdouophone des Mohajirs, qui constituent à cette époque encore la majorité de la population. Loin de pacifier Karachi, la montée en puissance du MQM (qui remporte les élections municipales de 1987, puis la plupart des sièges attribués à Karachi à l'Assemblée nationale et provinciale en 1988) se nourrit de ces conflits de plus en plus meurtriers, tout en les alimentant.

Figure 2
Langue natale des résidents de Karachi.
Résultats du recensement (1981, 1998) et projections (2011, 2020)⁵⁷



Source : Haris Gazdar, « Karachi : violence, duality and negotiation », *SPO Discussion Paper Series*, n° 10, 2011, p. 8.

⁵⁶ A. Hussain/K. Athar, *Safar-e-Zindagi. MQM ki Kahani, Altaf Hussain ki Zabani Mein* (« Le Voyage de ma vie. L'histoire du MQM racontée par Altaf Hussain » en ourdou), Karachi, Jang Publishers, 1988 ; S. Shahzad, *Sha'ur ka Safar* (« Un voyage de l'esprit » en ourdou), Edgeware, MQM International Secretariat, 2006 [2005].

⁵⁷ Les projections concernant la part de Pachtoune dans la population de Karachi sont sans doute très en deçà de la réalité, du fait des déplacements de population engendrés par les combats entre l'armée et les talibans dans le Nord-Ouest ainsi que par les inondations de 2010.

Selon un analyste, l'histoire violente de Karachi est essentiellement celle « du MQM contre tout le reste de la ville »⁵⁸. Une affirmation qui serait certainement contestée par les dirigeants et militants du MQM lui-même, sans doute enclins à la renverser pour mettre en avant les multiples formes d'opposition armée auxquelles leur parti s'est heurté depuis sa création en 1984. De fait, au cours de son histoire mouvementée, le MQM s'est trouvé confronté à de multiples figures d'altérité⁵⁹. Après avoir combattu la « mafia de la drogue » pachtoune au milieu des années 1980, il a affronté les nationalistes sindis à partir de 1988 puis, à l'issue de sa rupture avec le premier gouvernement de Benazir Bhutto, les militants du Pakistan Peoples Party (PPP), qui demeura jusqu'aux dernières élections de 2013 le second parti de Karachi en termes de voix et de sièges, et dont le bastion est situé dans l'*inner city* à dominante baloutche de Lyari – l'un des quartiers les plus pauvres et criminalisés de la ville, mais aussi l'un de ses plus politisés (c'est ici que furent créés les premiers syndicats de la ville au début du xx^e siècle, parmi les dockers baloutches). Entre 1992 et 1994, les militants du MQM se battront également avec l'armée, qui a lancé une opération de « nettoyage » (l'opération « Clean-up ») dans la ville en juin 1992 dans le but de démanteler l'Etat parallèle mis en place par le MQM au cours des années précédentes. Cette opération se soldera par l'exil du leader charismatique du MQM, Altaf Hussain, à Londres (d'où il continue de diriger le parti d'une main de fer), ainsi que par l'émergence d'une faction dissidente patronnée par les services secrets de l'armée, le MQM-Haqiqi (« véritable »), qui transforme ses bastions de Landhi et Korangi, au sud-est de la ville, en « *no-go areas* » (zones interdites) pour les militants du MQM (Altaf), jusqu'à ce que ces derniers parviennent à en déloger leurs adversaires en 2003 avec le soutien de Pervez Musharraf (Mohajir lui-même, celui-ci s'allia au MQM, qu'il continua de contrôler jusqu'à son départ forcé en 2008). Durant les dernières années du règne de Musharraf (1999-2008), marquées par un affaiblissement du général-président, les adversaires du MQM vont reprendre la lutte contre ce parti aux ambitions hégémoniques, qui doit d'avoir considérablement renforcé ses positions à Karachi au soutien de l'armée et à sa conquête de l'Etat local⁶⁰. En mai 2007, des batailles de rue entre militants du MQM et du parti pachtoune de l'Awami National Party (ANP) ont fait des dizaines de victimes, signalant l'arrivée d'une nouvelle force politico-militaire dans la bataille de Karachi. Au cours des années suivantes, l'ANP intensifiera son offensive – avant d'être à son tour décimé par les talibans pakistanais entre août 2012 et janvier 2013 –, tandis qu'un nouveau front anti-MQM s'est ouvert au lendemain de la création du Peoples Aman Committee (PAC), une milice baloutche basée à Lyari et patronnée par certains dirigeants du PPP, qui, au cours des dernières années, a étendu ses activités à travers Karachi en mettant sérieusement en difficulté le MQM dans certains de ses bastions.

⁵⁸ A. K. Chishti, « Law of the jungle », *The Friday Times* (Lahore), 1-7 avril, 2011.

⁵⁹ R. Saigol, « The partition of self : mohajir women's wense of identity and nationhood », in Sadaf Ahmad (ed.), *Pakistani Women. Multiple Locations and Competing Narratives*, Karachi, Oxford University Press, 2010, p. 201.

⁶⁰ Le MQM remporta les élections municipales de 2005 et prit à cette occasion le contrôle du City District Government of Karachi (CDGK) qui avait vu le jour suite à une réforme institutionnelle, dans le sens de la décentralisation, en 2001. Les élections précédentes avaient été remportées par les islamistes de la Jama'at-e-Islami, le MQM ayant choisi de boycotter le scrutin.

Cette présentation synthétique des conflits serait incomplète si l'on ne prenait en compte la violence islamiste, qui, depuis les années 1990, a pris la forme de conflits sectaires (entre extrémistes sunnites et chiites, mais aussi entre militants sunnites d'obédience différente) et, plus récemment, d'attaques terroristes contre les représentations diplomatiques occidentales, contre les installations militaires de la ville, contre ses lieux de culte chiites et soufis ou encore contre les forces de l'ordre. Ces violences pourraient encore s'intensifier au cours des prochaines années, exacerbées par l'enracinement dans la ville des talibans pakistanais. Dans le même temps, le passage de ces militants jihadistes à une logique de contrôle territorial durant l'été 2012 (particulièrement visible dans les « colonies » pachtounes du nord-ouest de la ville, où les talibans dominent désormais le marché de la protection et délivrent une justice expéditive mêlant référents islamiques et droit coutumier d'origine tribale) pourrait les retenir. Au cours des dernières années, Karachi est en effet devenue leur sanctuaire le plus sûr (ils y sont hors d'atteinte des drones américains), mais aussi le plus lucratif.

Démographie, géographie, économie et politique internationale se sont combinées pour faire de Karachi la plus volatile des villes d'Asie du Sud – loin devant Bombay, une autre ville portuaire qui a pourtant semblé suivre une trajectoire analogue après la crise de son propre modèle cosmopolite au cours des années 1990⁶¹, avant que la démocratie indienne n'y reprenne péniblement ses droits. Quatre processus historiques, aux effets cumulatifs, ont joué un rôle décisif :

1) L'histoire postcoloniale de Karachi a été surdéterminée par les conditions de sa décolonisation, et plus spécifiquement par le vide économique, culturel et politique ouvert par le départ des élites non-musulmanes dans les mois ayant suivi la Partition de 1947.

2) En devenant la première capitale du Pakistan, Karachi s'est transformée en une arène d'affrontement pour les forces sociales et politiques luttant pour le contrôle de l'Etat naissant et de son économie. Si Karachi a perdu sa centralité dans la vie politique nationale à la suite du transfert de la capitale à Rawalpindi puis Islamabad au début des années 1960, le contrôle de la ville est demeuré un enjeu stratégique pour les élites politiques fédérales, ne serait-ce que pour la contribution inégalée de l'économie locale aux caisses de l'Etat fédéral et à l'économie pakistanaise dans son ensemble.

3) Depuis sa création, Karachi porte le fardeau de sa géographie. Son port naturel, situé à la croisée du Golfe persique, de l'Afrique orientale, de l'Asie centrale et de l'Inde, en a fait la fortune mais en a également scellé le destin tragique, en faisant de cette cité portuaire l'antichambre des guerres afghanes et en exposant ses populations à des chocs extérieurs de grande ampleur. L'escalade de la violence collective de la seconde moitié des années 1980 et la systématisation de modes de gouvernement violent par les forces politiques en présence au cours de cette période furent précipitées par l'un de ces chocs, le jihad afghan. Ce conflit régional a eu d'importants effets de débordement sur la vie politique et l'économie de Karachi en démocratisant l'accès aux armes à feu et en contribuant à l'émergence de nouveaux marchés criminels (le commerce transnational de l'héroïne, notamment) qui bouleversèrent à la fois l'économie officielle et officieuse. Dans la foulée, les conflits politiques préexistants

⁶¹ G. Prakash, *Mumbai Fables*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

se sont militarisés et les relations entre groupes ethniques tendues, deux développements qui expliquent l'essor spectaculaire du MQM dans la seconde moitié des années 1980, mais aussi sa culture politique bien particulière, mêlant ethnicité, ultraviolence et centralisme autoritaire, ce dernier ayant été théorisé par les idéologues du parti comme la forme d'organisation la plus rationnelle dans un « état de guerre » permanent⁶².

4) La militarisation de l'économie et de la vie politique de Karachi, dans le sillage du jihad afghan, a renforcé les dynamiques préexistantes dans le sens de la dispersion et de l'informalisation du pouvoir, donnant lieu à l'émergence d'une myriade d'autorités officieuses transformant la ville en une zone de souverainetés contestées.

UN PALIMPSESTE DE SOUVERAINETÉS

La prédominance du MQM dans la vie politique de Karachi depuis les années 1980 n'a pas suffi à déclencher un processus de re-monopolisation du pouvoir de représentation, de protection et de taxation autour de cet acteur dominant. En plus d'offrir « soutien, protection et rétribution » à la communauté ourdouphone face à la « mafia de la drogue » pachtoune⁶³, le parti a renforcé la polarisation des populations sur une base ethnique, tout en nourrissant la dynamique de militarisation des conflits politiques qui avait débuté quelques années plus tôt sur les campus. Au-delà de cette mobilisation violente de la communauté mohajir, la principale contribution du MQM a consisté en la mise sur pied d'un « Etat secondaire »⁶⁴ – c'est-à-dire d'une structure politique officieuse colonisant l'Etat officiel (au moyen de la capture d'institutions publiques telles qu'hôpitaux, écoles, universités, administrations...) tout en s'étendant bien au-delà (à travers le maillage du territoire urbain par l'organigramme du parti, structuré en « unités », « secteurs » et « zones » ; le prélèvement d'une taxe de « protection », le *bhatta* ; ou encore divers services répliquant ceux de l'Etat, du domaine de la santé au conseil juridique). Cet appareil d'Etat officieux, souvent plus performant que l'Etat officiel, sera démantelé au cours de l'opération militaire de 1992-1994, puis réactivé quelques années plus tard, avant de culminer dans les années 2000 à la faveur d'un processus de décentralisation qui permit au MQM de renforcer son autorité – et ses capacités de redistribution – en contrôlant un Etat local doté de ressources financières et régulatrices sans précédent. A l'instar de la Shiv Sena de Mumbai, un autre parti ethno-nationaliste dont le destin est intimement lié aux transformations de la mégapole qui lui a donné naissance, le MQM continue d'opérer « dans le cadre des institutions

⁶² I. Farooq, *Nazm-o-Zabat ke Takaze* (« De la nécessité de la discipline » en ourdou), Londres, MQM International Secretariat, 1998 (1986).

⁶³ O. Verkaaik, *Migrants and Militants...*, op. cit., p. 65.

⁶⁴ J. James Richards, *Mohajir Subnationalism and the Mohajir Qaumi Movement in Sindh Province, Pakistan*, Ph.D dissertation (Geography), Cambridge, Cambridge University, 1993.

étatiques et hors d'elles »⁶⁵, à travers un appareil institutionnel moins informel qu'officieux⁶⁶ – loin d'être désorganisée, cette structure politique dupliquant l'Etat officiel tout en le recouvrant partiellement est en réalité bien plus disciplinée et fonctionnelle que les bureaucraties d'Etat. Pour autant, cette « institution crépusculaire » (*twilight institution*)⁶⁷ est désormais concurrencée par d'autres institutions revendiquant une autorité dans le domaine public, en s'efforçant d'édicter et de faire respecter des règles collectives contraignantes. Au-delà de l'Etat officiel – et notamment de son armée –, le MQM doit compter avec l'émergence d'acteurs politico-militaires qui lui contestent le monopole de la représentation politique, de la protection physique et de la taxation financière. Les brèches ouvertes dans le système de domination du MQM n'ont fait que s'élargir au cours des dernières années, sur fond de transformations démographiques défavorables aux Mohajirs. Dans ce contexte, le parti dominant a vu ses ambitions hégémoniques violemment contrariées par une nouvelle génération de souverains organiques dont les méthodes s'inspirent de l'usage combiné de ressources légales et extra-légales qui a fait la marque – et la puissance – du MQM. Par là même, ces organisations politico-militaires émergentes sont venues ajouter une nouvelle page au récit des souverainetés entremêlées et entrechoquées de Karachi.

Diversification de la scène politico-militaire et arrimage à l'économie officieuse

Tandis que le nombre de protagonistes engagés dans la bataille pour Karachi ne cessait de s'accroître, le spectre de leurs activités a continué à s'élargir, s'étendant de la représentation politique à l'accumulation économique (via l'extorsion et l'occupation illégale de terrains, notamment). Même le PPP du clan Bhutto-Zardari, resté jusque-là relativement à l'écart de ces pratiques aux frontières de l'illicite, a récemment rattrapé son retard en cherchant à utiliser le PAC comme sa branche armée, tout en s'impliquant massivement dans des opérations immobilières douteuses⁶⁸. La généralisation de ces pratiques illicites semble pourtant irréductible à un processus de criminalisation de la vie politique qui, selon les termes de Charles Tilly, se traduirait par la multiplication de formes de violence « opportuniste »⁶⁹. La concurrence acharnée à laquelle le MQM fait désormais face sur le marché de la protection est avant tout le résultat d'économies d'échelle, la présence d'hommes en armes au sein des partis politiques ou religieux ouvrant la possibilité de recourir à la violence dans un

⁶⁵ T. Blom Hansen, « Sovereigns beyond the state », art. cité, p. 191.

⁶⁶ Tout au long du texte, j'ai choisi d'utiliser le terme « officieux » plutôt que celui d'« informel » pour faire référence à certaines pratiques illégales mais implicitement tolérées par les pouvoirs publics. Ce choix s'explique notamment par le fait que ces activités impliquent systématiquement des représentants de l'Etat (policiers, bureaucrates, élus...) agissant de manière non officielle. De surcroît, le terme « officieux » ne présage pas de la qualité des services procurés, contrairement au terme « informel » qui, en ourdou notamment, porte un jugement de valeur sur la qualité des biens ou des services échangés dans ce cadre (le terme en usage pour désigner les « bidonvilles », *katchi abadis*, fait ainsi référence à l'impureté, voire à la sauvagerie, de ces quartiers et de leurs résidents).

⁶⁷ C. Lund, « Twilight institutions », art. cité.

⁶⁸ M. Khan, « Karachi : the fire within », *The Herald* (Karachi), février 2010, p. 32.

⁶⁹ C. Tilly, *The Politics of Collective Violence*, op. cit.

contexte (l'espace des luttes politiques) puis dans un autre (l'économie officieuse) pour un coût additionnel limité – un phénomène déjà observé sur d'autres scènes de conflit, notamment en Irlande du Nord⁷⁰. L'implication croissante des partis politiques et religieux dans le secteur de l'immobilier officieux, via l'occupation illégale de terrains ou, de manière plus indirecte, le patronage des « *land suppliers* » développant illégalement de nouveaux quartiers sur des terrains publics ou des terres agricoles, répond à des logiques plus complexes. Dans une ville aussi polarisée, politiquement et ethniquement, que Karachi, « la terre c'est le logement, le logement ce sont des habitants et des habitants ce sont des votes »⁷¹. Mais le contrôle du marché foncier peut aussi obéir à des logiques plus stratégiques, notamment dans les quartiers jouxtant les principaux axes routiers reliant Karachi au reste du pays (la Northern Bypass, la Super Highway et la National Highway). En installant leurs électeurs le long de ces boulevards périphériques, les partis politiques qui se disputent le contrôle de la ville – ce qui ne les empêche pas toujours, comme entre 2008 et 2013, de participer au même gouvernement – cherchent à acquérir un levier sur leurs « partenaires », notamment pour empêcher ces « partenaires » de les faire chanter en agitant la menace d'un blocus de la ville. Les mêmes partis s'emploient également à contrôler les marchandises – légales ou non – entrant dans Karachi, avec une attention particulière pour les cargaisons d'armes susceptibles d'affecter l'équilibre des forces dans la ville. Leur mainmise sur les axes routiers par un programme d'acquisition de terrains et le développement de nouvelles « colonies » relève d'un acte de pouvoir, au sens de Norbert Elias, visant à les libérer des contraintes de l'interdépendance ; les partis contrôlant ces axes stratégiques espèrent introduire un déséquilibre, à leur avantage, dans les interdépendances liant les principaux acteurs du désordre ordonné karachiite. Une entreprise qui se révélera plus complexe que ces partis ne l'avaient anticipé. Dans une ville où les terrains inoccupés ne cessent de se raréfier, l'essentiel de la compétition foncière se joue dans les villages urbains (*goths*) entourés de terres agricoles. Or les résidents de ces villages, en majorité baloutches, ont souvent résisté aux tentatives des autorités locales et des partis politiques de les déloger pour construire de nouvelles « colonies ». Et lorsque des fonctionnaires locaux (*nazims*) sont parvenus à démolir certains de ces villages pour le compte des partis politiques, leurs habitants n'ont pas hésité à contre-attaquer en se plaçant sous la protection de *land suppliers*, qui ont mis leurs milices à leur disposition en échange de la vente de terres agricoles à un prix modique. Pour les résidents de ces villages urbains, il s'agissait de choisir entre la peste des partis politiques et le choléra des entrepreneurs violents de l'immobilier – un dilemme articulé selon les catégories vernaculaires du « serpent noir » (*kala sap*) et du « serpent jaune » (*pila sap*). Le fait que l'un de ces « serpents jaunes », le *land-supplier* Muhammad Khan, soit parvenu à faire plier le MQM – alors au faîte de sa puissance – dans l'une de ces zones stratégiques (le quartier d'Altaf Nagar, en bordure de la Northern Bypass) en 2006-2007 est révélateur de la montée en puissance de ces acteurs économiques officieux, tant en termes économiques que militaires. On aurait pourtant tort de croire que cette montée en puissance s'opère sur fond

⁷⁰ D. Gambetta, *The Sicilian Mafia. The Business of Private Protection*, Cambridge, Harvard University Press, 1993.

⁷¹ M. Khan, « Karachi : the fire within », art. cité, p. 33.

d'un déclin univoque et irréversible de l'Etat. Le cas de Muhammad Khan, devenu entre-temps l'un des plus puissants *land-suppliers* de la ville, est à cet égard instructif. Khan a en effet bâti sa réputation – et sa fortune – en investissant (dans) l'appareil d'Etat, tantôt pour le neutraliser de l'intérieur, tantôt pour le mobiliser à son avantage. Ayant débuté sa carrière comme chauffeur dans la compagnie publique d'électricité KESC (Karachi Electrical Supply Company), il s'est appuyé sur ses contacts au sein de l'administration pour se lancer dans le secteur immobilier officieux. Alors que son entreprise gagnait en volume, il a commencé à patronner des hommes politiques locaux, finançant l'élection d'un député à l'Assemblée nationale et d'un élu provincial. Signe du caractère systématique de son entrisme dans l'administration, il poussera ses deux fils à rejoindre à leur tour le service public. Ces relations intimes avec l'appareil d'Etat et la classe politique ne lui permettent pas seulement d'assurer la protection de ses activités officieuses – la subdivision et le développement de terrains public ou de terres agricoles sont illégaux mais tolérés, moyennant paiement des autorités concernées –, elles lui permettent aussi de fournir des services faisant parfois défaut aux quartiers développés de manière plus officielle (eau, électricité, tout-à-l'égout, raccordement au réseau routier, services de bus...)72. Ce qui n'empêche pas Muhammad Khan de se substituer, le cas échéant, à certains services publics, la police en particulier. Les résidents de Muhammad Khan Colony, un quartier officieux s'étendant sur plus de 1 000 hectares au nord-ouest de la ville, ont ainsi reçu la consigne de capturer les policiers qui viendraient les importuner, de les ligoter et de les livrer pieds et poings liés à Muhammad Khan, qui s'est engagé à « s'en occuper »73. Cette relation à géométrie variable avec les pouvoirs publics suggère qu'à Karachi comme ailleurs les entrepreneurs officieux ne se réfugient pas dans l'économie « informelle » pour contourner l'Etat, mais qu'acteurs officiels et entrepreneurs officieux font bien partie d'un même système de production, de distribution et d'échange, ce qui, naturellement, n'exclut pas la fluidité des ententes ni la possibilité de conflits74.

Miniaturisation des fins et radicalisation des moyens

Tandis que le nombre de protagonistes de la bataille de Karachi ne cessait de se multiplier, et leur champ d'activité de s'élargir considérablement, leur violence connaissait d'importantes mutations, tant dans ses formes et ses cibles que ses terrains. Comme dans certains contextes africains, l'atomisation des fins – c'est-à-dire, ici, le recul des projets de réforme sociale portés par les principaux partis politiques (PPP, MQM, ANP...) au profit de *turf wars* localisées, centrées sur la formation, le contrôle et l'exploitation économique d'enclaves ethniquement

⁷² P. Rahman *et al.*, « Goths become abadis – Karachi », final draft, Karachi, Orangi Pilot Project, 2012, case study 1.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ J. Roitman, « The politics of informal markets in Sub-Saharan Africa », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 28, n° 4, décembre 1990, pp. 671-696.

ou religieusement homogènes –, semble s'accompagner de la radicalisation des moyens⁷⁵. En témoignent le caractère de plus en plus indiscriminé des violences et la course à la cruauté des belligérants, rivalisant de « créativité » dans leurs exactions contre la population civile. Au lendemain des affrontements de mai 2007 entre le MQM et l'ANP, les *bori band lash* ont refait leur apparition dans la ville. Comme par le passé, ces cadavres sont souvent retrouvés pieds et poings liés, portant des traces de torture. De temps à autre – et ces pratiques sont plus récentes –, les victimes ont été également décapitées ou castrées, leurs corps mutilés étant parfois accompagnés d'un billet annoté de commentaires racistes.

Ce théâtre de la cruauté n'est pas totalement nouveau à Karachi. Il rappelle les heures les plus sombres de la lutte fratricide que se livrèrent les deux factions du MQM de 1992 à 1995, qui fit des milliers de victimes et vit la multiplication des pratiques de torture et de mutilations entre rivaux politiques. La véritable nouveauté, depuis 2007-2008, tient à la généralisation des atrocités, initialement cantonnées aux milieux militants. Certes, les populations civiles furent parfois délibérément ciblées par les belligérants (notamment à Qasba et Aligarh Colony en décembre 1986), mais ces violences étaient jusque-là restées ponctuelles, et ce n'est que récemment qu'elles ont pris un caractère systématique, avec le recours aux enlèvements et aux exécutions de passants sur la seule base de leur ethnicité. Si les batailles de rue entre militants du MQM et de l'ANP en mai 2007, puis les émeutes suivant l'assassinat de Benazir Butto en décembre de la même année, ont terrifié les Karachiites et contraint une grande partie d'entre eux à se terrer plusieurs jours durant, les attaques délibérées contre la population civile se sont multipliées à partir de 2008. En novembre de cette même année, des affrontements entre militants du MQM et de l'ANP, se répercutant sur les populations respectivement représentées par ces deux partis – les Mohajirs ourdouphones et les Pachtounes –, ont fait une cinquantaine de victimes et détruit des dizaines de résidences, magasins et usines. De Banaras Chowk, ces violences ont gagné Orangi, à l'ouest, et Landhi, au sud-est. Et si leurs premières victimes ont été des militants de partis politiques, elles se sont étendues rapidement aux passants, aux marchands ambulants et aux travailleurs journaliers sans affiliation politique, ciblés pour leur ethnicité. Selon un reporter du magazine *The Herald*, qui visita plusieurs hôpitaux de la ville au lendemain des affrontements, plusieurs centaines de victimes durent être hospitalisées après avoir été prises à partie par des hommes en armes. Certaines, dont des femmes et des enfants, ont parfois été mutilées ; on recense de nombreux cas de nez et d'oreilles coupés⁷⁶. Au cours des années suivantes, le niveau de violence à l'encontre des passants et des vendeurs itinérants – autant de populations vulnérables, incapables de se fondre dans la foule en dépit de leur mouvement perpétuel – n'a fait que s'accroître. Cette terreur exercée contre l'homme de la rue (*aam admi*) est à la fois *low-tech* dans ses outils et rituels de mise à mort, et *high-tech* dans ses circuits de diffusion : certaines exécutions à l'arme blanche, succédant à des

⁷⁵ R. Marchal, « Atomisation des fins et radicalisme des moyens », *Critique internationale*, n° 6, hiver 2000, pp. 159-175.

⁷⁶ M. Khan, « Street surgery », *The Herald*, janvier 2009, p. 32.

séances de torture insoutenables, sont filmées avec des téléphones portables⁷⁷. Ces vidéos circulent ensuite via les réseaux de téléphonie mobile et Internet. Cette guerre aux civils va culminer en août 2011, lorsque les enlèvements de passants se multiplient, que les passagers masculins des bus sont contraints d'en descendre pour être exécutés sommairement, que les maisons essuient des tirs, des attentats à la bombe et des incendies criminels. Cette fois, la violence ne concerne plus seulement le MQM et l'ANP, ni les communautés que ces deux partis prétendent représenter. Le PAC y joue désormais un rôle de premier plan, signal de l'arrivée d'un nouveau protagoniste sur les multiples fronts de Karachi, depuis les conflits fonciers jusqu'à la bataille pour les voix électorales et le *bhatta*.

Il est tentant de mettre cette radicalisation des moyens en parallèle avec l'atomisation des fins, et plus particulièrement avec la dilution des programmes de réforme sociale des grands partis politiques – les trois partis ayant gouverné Karachi de 2008 à 2013 partagent la même orientation progressiste et séculariste – au profit de projets de contrôle territorial de plus en plus tournés vers des stratégies d'accumulation économique de type « mafieux ». Cette lecture est aujourd'hui dominante dans les médias de Karachi et dans une grande partie de l'opinion. Elle demande cependant à être nuancée. La « désidéologisation » des partis locaux est en effet loin d'être évidente, la composante idéologique des conflits tendant même à se renforcer depuis la percée des talibans pakistanais dans la ville, qui a récemment conduit ces trois partis – et plus particulièrement le MQM – à durcir leur discours séculariste. C'est d'ailleurs ce qui vaut à ces trois partis d'être pris pour cible par les militants jihadistes depuis l'été 2012, ces violences ayant culminé dans la série d'attentats perpétrés au cours de la campagne électorale du printemps 2013. Moins qu'à la dilution des agendas idéologiques de ces partis, l'escalade continue de la violence à laquelle on assiste depuis 2005 – tant en termes quantitatifs que qualitatifs – semble liée à la dérégulation du désordre ordonné et à la mise en concurrence des offres de protection et de représentation politique. Cette dérégulation s'est accompagnée d'une déréglementation des conduites brutales et d'une miniaturisation des projets politiques, aucun acteur n'ayant les capacités de conquérir la ville dans son ensemble. Si le MQM n'a pas totalement renoncé à son projet hégémonique, son autorité n'a cessé d'être écornée par la montée en puissance de forces politico-militaires rivales, qui s'appuient toutes sur des communautés ethniques (*qaums*) devenues des communautés d'expérience et des catégories de mobilisation pertinentes à l'issue de confrontations armées répétées entre les avant-gardes militarisées des partis politiques. En d'autres termes, et ce phénomène n'est pas nouveau à Karachi, c'est le conflit qui a produit de l'ethnicité, non l'inverse. Cette articulation entre escalade de la violence et dérégulation du désordre ordonné est particulièrement manifeste sur le marché de la protection, où la fin du quasi-monopole du MQM s'est traduite par une concurrence acharnée entre raquetteurs et par leur recours à des formes d'intimidation de plus en plus brutales, comme l'illustre le massacre d'une quinzaine de commerçants du marché aux puces de Shershah en 2010.

La généralisation des pratiques de cruauté à laquelle on assiste à Karachi depuis la fin des années 2000 est aussi une conséquence de la professionnalisation de ces conflits armés et de la routinisation de la violence – c'est-à-dire de ses modes de gestion au quotidien et, autant

⁷⁷ F. Khan, « City swept in "new" terror : videos reveal assault and mutilation by target killers », *The Express Tribune* (Karachi), 25 août 2011.

que faire se peut, de son contournement – au sein des populations locales. Le meurtre seul ne suffisant plus à émouvoir cette population endurcie, les assassins et leurs patrons politiques ont recours à la terreur pour « faire pencher la balance », une tactique également observée en Colombie à la fin des années 1980⁷⁸. La sophistication toujours plus grande de l'armement dont disposent les groupes politiques et criminels qui se disputent le contrôle de la ville contribue également à l'escalade de ces *turf wars*. Ainsi, les combats de rue de l'été 2011, même selon les standards de Karachi, furent d'une intensité sans précédent. Dans les quartiers les plus touchés, tels Qasba Colony et Banaras, en bordure d'Orangi, les résidents qui n'avaient pas été chassés par les miliciens de la partie adverse durent se terrer chez eux quatre jours durant, privés d'eau, de nourriture et d'électricité. Une partie finit par s'enfuir en creusant des ouvertures dans les murs de leurs habitations pour pénétrer chez leurs voisins et, de maison en maison, trouver une voie de sortie. Deux ans plus tard, cette technique d'évasion sera reprise par la minorité kutchi de Lyari, assiégée par les gangsters affiliés au PAC. Mais, cette fois, les assaillants ont eux aussi recours à des tunnels creusés à travers les murs des habitations pour se frayer un passage dans les quartiers échappant à leur contrôle et en expulser leurs résidents⁷⁹.

La brutalité croissante des milices entretenues par les partis politiques peut également se mesurer à l'aune de leurs attaques répétées contre les ambulances transportant les blessés, voire contre des blessés hospitalisés⁸⁰. Si plusieurs hôpitaux publics de Karachi ont été « capturés » par les partis politiques dans les années 1980 (à l'instar de l'Abbasi Shaheed Hospital de Nazimabad, dont le MQM a fait une place forte, transformant certaines de ses salles en dépôts d'armes et de munitions mais aussi en salles de torture), leur ethnicisation s'est accélérée au cours des dernières années, au point que la plupart des hôpitaux publics de la ville sont aujourd'hui associés à une communauté ethnique (outre l'Abbasi Shaheed Hospital, le MQM est réputé contrôler le Civil Hospital, tandis que le PAC règne sur le Lyari Genral Hospital et l'ANP sur le Valika Hospital), les membres de communautés différentes préférant éviter de s'y rendre de peur d'être pris à partie par les miliciens de groupes rivaux⁸¹.

Une autre pratique s'est banalisée au cours des dernières années : les incendies criminels contre les boutiques et les résidences privées, signe de l'escalade des conflits fonciers locaux. A la suite des attaques du 28 décembre 2009 contre une procession chiite, des incendies ont ainsi détruit l'un des principaux marchés de gros de la ville, Bolton Market. Les soupçons se sont tournés vers la « mafia de l'immobilier » (*land mafia*), ces promoteurs aux frontières de l'illicite, souvent protégés par des personnalités politiques haut placées. Au cours de la même période, on a assisté à une expansion géographique de la violence vers des quartiers qui, jusqu'alors, étaient considérés comme relativement sûrs, à l'instar de l'ancien marché aux légumes (Old Sabzi Mandi) et de plusieurs localités du quartier aisé de Gulshan-e-Iqbal, proche de l'université de Karachi. Enfin, cette période a été marquée par l'éclosion de conflits localisés dans lesquels le MQM n'est plus impliqué. A North Karachi et New

⁷⁸ D. Pécaut, « De la banalité de la violence à la terreur », art. cité.

⁷⁹ R. Ali, « War strategies : Lyari residents use holes in the walls to escape, gangsters use them to occupy », *The Express Tribune*, 10 juillet 2013.

⁸⁰ S. Baloch, « In Karachi, hospitals are as dangerous as its streets », *Dawn.com*, 1 juin 2013.

⁸¹ Human Rights Commission of Pakistan, *Karachi. Alliances for Mayhem*, Lahore, HRCPC, 2011, pp. 32, 39.

Karachi, par exemple, ce sont deux partis sectaires sunnites, le Sunni Tehrik (ST, d'obédience barelvi) et le Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP, d'obédience deobandie) qui s'affrontent pour le contrôle de mosquées et d'hôpitaux. Les quartiers ouvriers à dominante pachtoune de l'ouest (Orangi, Baldia Town) et de l'est de la ville (Future Colony, Quaidabad) ont pour leur part été le théâtre d'une lutte acharnée entre les talibans pakistanais et les nationalistes pachtoune de l'ANP entre août 2012 et janvier 2013, une lutte qui s'est soldée par l'éviction de l'ANP de ses anciens bastions et par la mise en place de structures politiques et de juridictions parallèles à l'initiative des militants jihadistes. Ce pouvoir parallèle reste cependant précaire, et ne résisterait probablement pas à une opération militaire ou paramilitaire d'envergure. Là encore, l'hypothèse d'un « déclin » de l'Etat face aux pouvoirs miliciens de tous bords n'est guère convaincante, la survie politique – et même physique – de ces aspirants non étatiques à la souveraineté restant conditionnée aux réseaux de patronage reliant ces acteurs miliciens à diverses institutions (les services secrets militaires, en particulier) ainsi qu'aux conflits entre des institutions étatiques parfois tentées de régler leurs différends par milices interposées. Le gouvernement indirect et ses excroissances miliciennes ne constituent pourtant pas le seul horizon du politique au Pakistan. Le récent activisme judiciaire de la Cour suprême, qui n'a pas épargné Karachi, vient ainsi rappeler que la formation de l'Etat pakistanais se joue à la croisée de dynamiques plurielles, sinon contradictoires. A ce titre, l'avenir reste ouvert, la capacité de certaines institutions étatiques à tirer le pays de l'ornière dans lesquelles d'autres l'ont plongé étant une constante de l'histoire politique pakistanaise.

L'Etat du désordre

Plus qu'une descente vers le chaos, les transformations de la violence « politique » et « criminelle » propres à Karachi – deux catégories qui s'enchevêtrent de plus en plus systématiquement – témoignent de la reconfiguration en cours de son désordre ordonné. La réponse des pouvoirs publics, qui sont loin d'avoir dit leur dernier mot, sera décisive dans cette redistribution des cartes, sinon dans la réécriture des règles du jeu. Pour l'heure, cette réponse est loin d'être consensuelle. Comme souvent, l'« Etat » pakistanais affiche sa diversité : celle d'un conglomérat multivocal d'institutions en conflit. Dans ce contexte, plusieurs pistes d'intervention étatique, tâtonnantes et souvent contradictoires, semblent s'esquisser.

• De l'Etat patron à l'Etat arbitre?

Si le patronage des milices jihadistes par l'armée pakistanaise, dans les années 1980 et 1990, impliquait des relations d'interconnaissance concrète, les partenariats officieux entre professionnels et « amateurs-experts » de la violence qui ont émergé à Karachi au cours des dernières années reposent sur des relations plus distantes. Dans de nombreux secteurs de la ville, de Lyari (fermement contrôlé par les gangsters baloutches du PAC) aux quartiers pachtoune récemment tombés sous la coupe des talibans, la présence des forces de l'ordre est nominale

et ce sont des milices armées qui assurent la sécurité, tout en offrant leur médiation dans la résolution des contentieux commerciaux, familiaux et fonciers, ou encore en privatisant certaines ressources publiques (terrains, eau, emplois...) pour les redistribuer sous forme de faveurs. Il ne s'agit pas, là encore, de conclure à un endiguement de l'Etat par une société de plus en plus militarisée : loin de s'opposer, agents étatiques, acteurs miliciens et entrepreneurs officieux interagissent au sein d'un même système d'échange. Ce repli des forces de l'ordre est moins le résultat d'une épreuve de force ayant tourné à l'avantage des entrepreneurs de violence que d'un accord tacite entre ces acteurs, et donc d'un mode de gouvernement à distance qui, au quotidien, accorde une large autonomie aux détenteurs privés de moyens de coercition, sans pour autant exclure la possibilité de renégociations ponctuelles des termes du contrat à l'occasion d'opérations de police ciblées. Plus qu'en termes de retrait de l'Etat, cette gouvernementalité doit être pensée en termes de flux et de reflux de la souveraineté étatique, confrontée à des pouvoirs souverains officieux à la fois concurrents et conciliants. Dans cette configuration de plus en plus complexe, comparable à une « tapisserie horizontale de souverainetés »⁸², les institutions étatiques ne sont plus le grand ordonnateur du monde – ont-elles d'ailleurs jamais voulu l'être ? –, ni même un patron s'assurant la loyauté de ses protégés par des liens d'allégeance plus ou moins formalisés, régulièrement réactualisés par des contacts personnalisés. Le gouvernement à distance qui s'ébauche ici relève davantage de l'arbitrage, par certains organes de l'Etat (l'armée et ses services de renseignement, les partis au pouvoir), des relations concurrentielles entre les détenteurs de la violence « illégitime ».

L'évolution du rôle de l'armée à Karachi depuis les années 1990 est emblématique de cette transition d'un Etat patron à un Etat arbitre. En juin 1992, l'armée est intervenue à Karachi pour briser « l'Etat dans l'Etat » que le MQM était accusé d'avoir mis sur pied dans la ville. Le Premier ministre de l'époque, Nawaz Sharif, ne paraît même pas avoir été consulté, et c'est le chef d'état-major de l'armée de terre, Asif Nawaz, qui semble avoir agi de son propre chef, à la suite de l'enlèvement et de la torture d'un officier du renseignement militaire par des militants du MQM à Landhi – un geste de violence souveraine ayant outragé la haute hiérarchie militaire (si les violences contre l'armée se sont multipliées à partir de 2002, elles étaient encore impensables au début des années 1990). Cette réaffirmation du pouvoir souverain de l'Etat, de la part d'une armée très politique, ne va pourtant pas se traduire par un retour en force du gouvernement direct. Lorsque les militaires font leur entrée à Karachi, en juin 1992, ils sont accompagnés de militants armés du MQM (Haqiqi) bien déterminés à reprendre le contrôle du parti et de ses territoires au MQM « canal historique ». Ce patronage, qui tire sa force de sa publicité, ne sera cependant pas suffisant pour éradiquer la faction Altaf, celle-ci se révélant plus résistante que prévue : en 1994, l'armée se retire de Karachi en reconnaissant implicitement son échec. Quelques années plus tard, elle se réconcilie avec le MQM (Altaf), qui devient l'un des principaux alliés du régime de Pervez Musharraf. Plus que jamais, l'armée se comporte alors en patron de l'une des forces en présence, à tel point que les rivaux du MQM hésitent à se confronter à un parti qui n'a jamais paru si prêt de réaliser ses ambitions hégémoniques. Les crises politiques qui marquent la fin de règne de Pervez Musharraf et le retour du Pakistan à la démocratie vont cependant remettre en cause ce modèle, en incitant l'armée à prendre ses distances avec la scène politique – sans pour

⁸² J. Comaroff et J. L. Comaroff, « Law and disorder in the postcolony », art. cité, p. 35.

autant renoncer à exercer son influence. Moins que des conflits de Karachi, l'armée s'inquiète alors de l'escalade de la violence au Baloutchistan, où sévit une insurrection séparatiste animée par des groupes nationalistes baloutches soupçonnés être soutenus par l'éternel rival indien. Or, c'est à Karachi que le nationalisme baloutche s'est en grande partie structuré au début du xx^e siècle, puis qu'il s'est radicalisé au cours des années 1960. Le quartier de Lyari, fief du PPP à Karachi, concentre les inquiétudes de l'armée sur les risques d'une propagation du conflit du Baloutchistan dans la capitale économique du pays. Ces inquiétudes sont en partie justifiées, non seulement par la présence de groupes nationalistes baloutches à Lyari, mais aussi et surtout par la localisation stratégique du quartier, à deux pas du port de Karachi et de ses raffineries. Le scénario catastrophe d'un commando baloutche attaquant au lance-roquettes ces installations portuaires avant de se replier sur Lyari donne des sueurs froides aux services de renseignement militaires, qui, dès 2009, vont se rapprocher des gangsters baloutches du PAC pour nouer un pacte de protection mutuelle. Tandis que les miliciens du PAC sont chargés de contenir l'expansion du nationalisme baloutche à Lyari (plusieurs militants nationalistes seront ainsi passés à tabac par les gros bras du PAC, dont les dirigeants se définissent comme des « nationalistes pakistanais » et ne font aucun mystère de leur hostilité aux groupes séparatistes actifs au Baloutchistan⁸³), l'armée garantit l'impunité aux leaders de cette organisation étroitement liée au crime organisé : les principaux gangsters de Lyari ont été intégrés à la structure militaire du PAC et font régner l'ordre – et la terreur – dans le quartier. Rien, du côté de l'armée, ne permet de confirmer cet accord. Celui-ci trouvera pourtant confirmation en 2012, lorsqu'une opération de police de grande envergure (plus de 3 000 policiers sont mobilisés une semaine durant, appuyés par des véhicules blindés) vise la direction du PAC. Le gouvernement fédéral a décidé de capturer les dirigeants de cette organisation politico-militaire, au moins en partie sous les pressions du MQM, inquiet de la montée en puissance d'une organisation ouvertement hostile à la population mohajir et au parti censé la représenter. Cette opération se heurte cependant à une vive résistance des miliciens du PAC – qui répondent aux balles de la police par des tirs de roquette –, contraignant les policiers à se retirer du quartier après une semaine de combats de rue d'une rare intensité, même pour Karachi. Là encore, cet « échec » apparent de l'État ne doit pas induire en erreur et relève de considérations éminemment politiques au sein d'un appareil d'État divisé. La décision d'envoyer la police face à des miliciens mieux équipés a été prise par un gouvernement civil et n'a pas été validée par l'armée. Sans intervenir directement dans le conflit, celle-ci aurait pu autoriser les autorités civiles à déployer les Rangers, une force paramilitaire placée sous l'autorité du gouvernement fédéral mais commandée par des militaires – et donc largement indépendante du pouvoir civil. L'arrestation de la direction du PAC par les Rangers aurait sans doute donné lieu à moins de résistance, mais aurait compromis l'accord officieux liant les gangsters baloutches et l'armée. Les dirigeants du PAC exprimeront d'ailleurs leur gratitude à l'armée au moment de la fête de l'Indépendance, quelques mois plus tard. A cette occasion, les murs de Lyari se couvriront de posters d'Uzair Baloch, le dirigeant du PAC, adressant ses *salam* à l'armée et aux Rangers, en les remerciant implicitement de les avoir épargnés (voir figure 3).

⁸³ Entretien avec Uzair et Zafar Baloch, les deux leaders du PAC, Karachi (Lyari), août 2012.

Figure 3
Uzair Baloch saluant l'armée et les Rangers
lors de la fête de l'Indépendance (Lyari, août 2012)



• **La force du droit contre le droit du plus fort ?**

La récente tentative du pouvoir judiciaire visant à tirer Karachi de l'ornière où l'ont plongée trois décennies et demie de conflits armés invitent à s'interroger sur une tendance opposée à celle examinée dans la section précédente, à savoir la réaffirmation du gouvernement direct dans la ville, et plus généralement au Pakistan. Depuis sa nomination à la tête de la Cour suprême en 2005, le Chief Justice (CJ) Iftikhar Muhammad Chaudhry a fait preuve d'un activisme judiciaire qui l'a conduit à se confronter aux élites civiles et militaires. En 2007, le président Musharraf le démettra d'ailleurs de ses fonctions, avant de le rétablir un an plus tard à son poste à l'issue d'une intense campagne de mobilisation des avocats pakistanais, prenant fait et cause pour ce défenseur – tardif – de la force du droit face au droit du plus fort⁸⁴. Le départ de Pervez Musharraf et la restauration de la démocratie n'ont pas suffi à désarmer ce magistrat rebelle. L'arme de prédilection du CJ, dans cette guerre de position, est le *suo motu*, une procédure d'autosaisine qui permet à la Cour d'ouvrir des

⁸⁴ L. Gayer, « Le général face à ses juges : la fronde de la magistrature pakistanaise », *Critique internationale*, n° 42, 2009, pp. 95-118.

enquêtes de sa propre initiative. C'est par le biais de cette procédure que le juge Chaudhry s'invitera dans les conflits de Karachi pour tenter de restaurer l'Etat de droit, à un moment où la violence politique, criminelle et sectaire connaît une escalade sans précédent depuis le milieu des années 1990. En août 2011, prenant acte de la détérioration rapide de la situation sécuritaire de la ville, le CJ ouvre une enquête sur les causes de ces violences, afin d'en identifier les principaux responsables. Pour comprendre les mobiles du magistrat, il convient de revenir en arrière, et plus précisément aux événements du 12 mai 2007. Le mouvement des robes noires pakistanaises est alors en pleine expansion. Ses meneurs, qui se réjouissent de l'accueil réservé au CJ à travers le Pendjab, souhaitent désormais étendre leur mobilisation à Karachi. Mais la ville est sous l'autorité quasi incontestée du MQM, allié inconditionnel du président Musharraf. A la demande de ce dernier, le parti mohajir s'engage à empêcher par tous les moyens la propagation du mouvement des avocats dans la capitale du Sind. A la veille de l'arrivée du CJ à Karachi, le MQM décrète un véritable état de siège. Les principales voies d'accès à la ville sont barrées par des conteneurs, tandis que le parti se prépare à organiser une « manifestation pour la paix » en soutien à Pervez Musharraf. Les partis d'opposition, de leur côté, sont déterminés à briser le blocus du MQM et à organiser leur propre démonstration de soutien au juge déchu, après l'avoir conduit jusqu'au centre-ville dans un cortège triomphal. Le magistrat ne sortira même pas de l'aéroport : des batailles de rue éclatent entre miliciens du MQM et de l'ANP le long de Shara-e-Faisal, l'une des principales artères de Karachi, qui relie le centre-ville à l'aéroport. Ces combats marquent l'ouverture d'un nouveau front dans la bataille de Karachi. Cet épisode va également renforcer l'hostilité du CJ à l'égard du MQM, une hostilité qui structurera par la suite toutes ses décisions dans le traitement du dossier karachiite. L'engagement du CJ à restaurer l'Etat de droit à Karachi en vient ainsi à se confondre à une dispute plus personnelle, qui jette un doute sur la neutralité affichée par le plus haut magistrat du pays.

Entre 2011 et 2013, la Cour suprême tentera à plusieurs reprises de restaurer l'ordre dans la ville en se substituant à ce que les juges décrivent comme un gouvernement failli, voire complice des violences. Le premier round de ce combat sera la publication d'un rapport au vitriol sur la situation à Karachi (octobre 2011), qui attribue la responsabilité du désordre ambiant aux partis politiques, et notamment au MQM. A cette occasion, la Cour ordonne à la police et aux Rangers de « restaurer l'autorité de l'Etat » dans les douze mois à venir. En octobre 2012, la Cour se saisit à nouveau du dossier pour faire le point sur les progrès accomplis en ce sens. Le suivi du dossier est alors transféré à une commission composée de cinq membres et présidée par le juge Chaudhry lui-même. Cette commission reprend ses travaux en novembre 2012 et, une nouvelle fois, ordonne à la police de prendre des mesures contre les criminels notoires. Le CJ et son entourage ne cachent pas leur inquiétude croissante face à la détérioration de la situation sécuritaire et la montée en puissance des talibans. Mais la requête des magistrats reste lettre morte, la police se révélant réticente à intervenir contre des groupes armés mieux équipés qu'elle. L'absence de soutien politique à cette initiative – les partis au pouvoir demeurent liés aux milices qui se disputent le contrôle de la ville, tout en craignant les représailles des jihadistes – n'encourage guère les responsables policiers à surmonter ces réticences. La

dissolution du Parlement et l'instauration d'un gouvernement de transition, en mars 2013, semble cependant ouvrir de nouvelles possibilités à ces juges militants. A cette occasion, la Cour charge l'ensemble des forces de sécurité déployées dans la ville – y compris les Rangers – de démanteler les « zones interdites » (*no-go areas*) et de réaffirmer l'autorité de l'Etat face aux gangsters et aux miliciens qui s'y seraient substitués. Pour la première fois, les responsables policiers de Karachi reconnaissent l'existence de « zones interdites partielles » dans lesquelles les forces de l'ordre évitent de se rendre, validant ainsi la carte des « *no-go areas* » publiée quelques jours plus tôt dans le quotidien *The Express Tribune*, sur laquelle les magistrats de la Cour suprême les avaient sommés de se prononcer (voir figure 4). Cet aveu et les rapports qui suivent sur les tentatives de « nettoyage » de ces quartiers ne suffisent pourtant pas à apaiser les magistrats, qui accusent la police et les Rangers d'avoir échoué dans leur mission de maintien de l'ordre et menacent de « faire appel à des officiers honnêtes », transférés d'autres provinces, pour mener à bien cette tâche délicate. Les critiques de la Cour ne se concentrent plus seulement sur les chefs de la police mais, pour la première fois, s'étendent aux Rangers. Au lendemain des attentats d'Abbas Town de mars 2013 – où des résidences de particuliers chiites ont été visées par un groupe extrémiste sunnite soupçonné lié aux talibans pakistanais, 45 personnes trouvant la mort dans l'attaque –, la Cour suprême accuse les paramilitaires d'incompétence et avertit le directeur général des Rangers du Sind, le général Rizwan Akhtar, que des « mesures seront prises à son encontre pour avoir failli à son devoir » s'il ne se conforme pas à une injonction de la Cour lui ordonnant de « nettoyer la ville » dans les plus brefs délais.

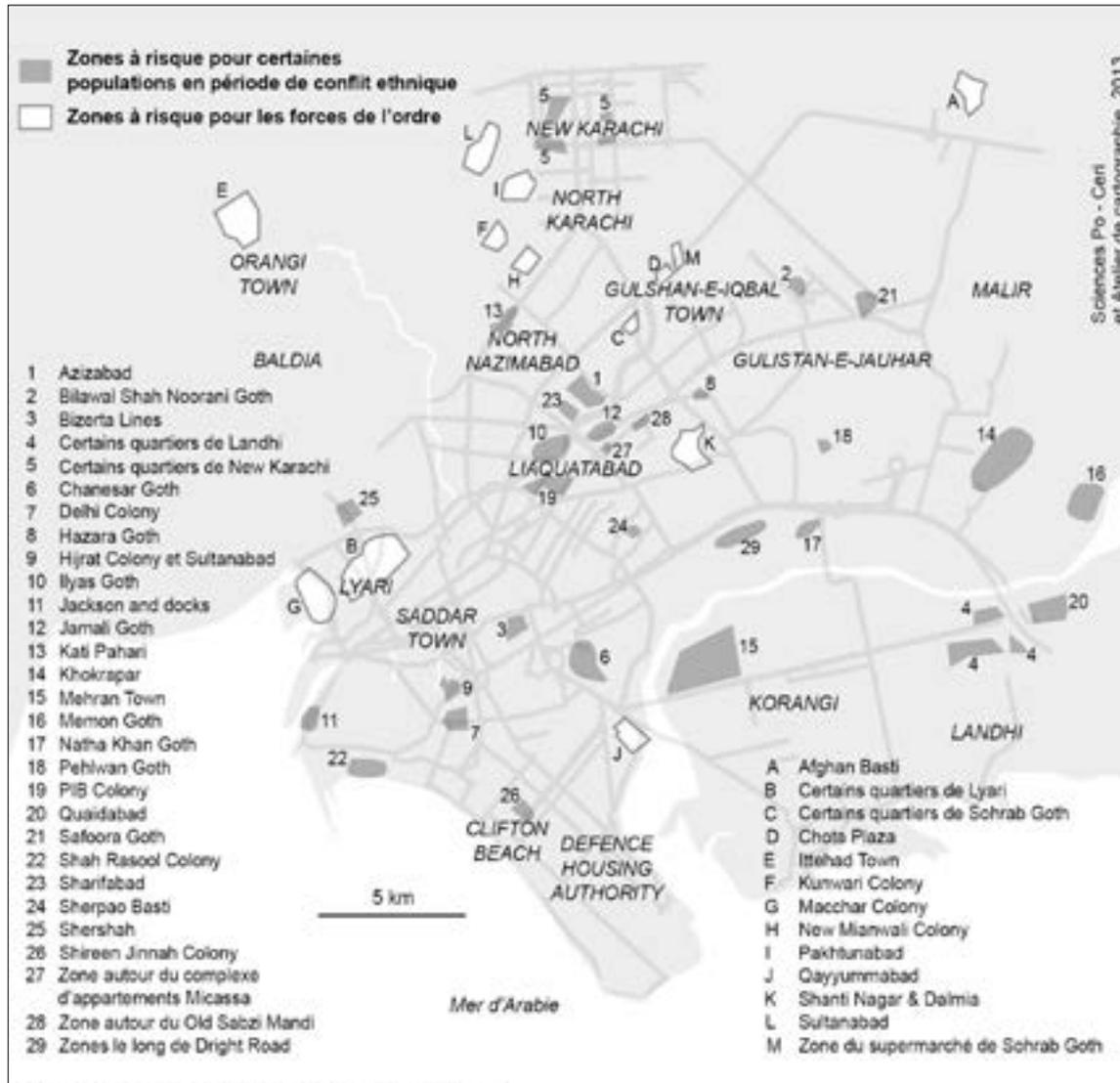
Pour les magistrats, les principales raisons de cet échec des forces de l'ordre sont à mettre au compte de leur « politisation », qui les aurait inféodées aux partis politiques et, de ce fait, aurait érodé la confiance du public en l'Etat. Ces accusations sont consonantes avec l'activisme judiciaire dont la Cour fait preuve depuis 2006, qui vise à sauver le pays des politiques et à restaurer la dimension « sublime » de l'Etat⁸⁵ en l'isolant du domaine impur de la politique partisane. Ce projet de restauration du mythe de l'Etat est loin d'être l'apanage des magistrats dans le Pakistan contemporain, où la tendance à réifier l'« Etat » (*riyasat*), promoteur désintéressé d'une société juste, transcende largement les classes sociales, l'ethnicité et les divergences sectaires⁸⁶. Le récent mouvement du télévangéliste Tahir-ul-Qadri, qui déferla sur Islamabad au printemps 2013, entendait lui aussi sauver l'Etat de la politique (le principal slogan du mouvement – « *Siyasat nahin, riyasat bachao !* » – peut se traduire par « Sauvons l'Etat, pas la politique ! », mais aussi par « Plus de politique, sauvons l'Etat ! »). Ironie du sort – ou plutôt effet de concurrence –, ce mouvement, promoteur d'une justice populiste similaire à celle défendue par la Cour suprême sous le mandat du juge Chaudhry, s'est dissous à la suite d'une injonction contre

⁸⁵ Sur cette dimension « sublime » de l'Etat, à partir du cas de Bombay, voir T. Blom Hansen, « Governance and State Mythologies in Mumbai », in T. Blom Hansen et F. Stepputat (eds), *States of Imagination. Ethnographic Explorations of the Postcolonial State*, Durham, Duke University Press, 2001, pp. 221-254.

⁸⁶ Sur l'idéalisation persistante de l'Etat pakistanais comme le défenseur de la justice sociale, guidé par le seul souci de l'intérêt général et transcendant à ce titre les clivages ethniques et sectaires, voir O. Verkaaik, « The captive state : corruption, intelligence agencies, and ethnicity in Pakistan », in T. Blom Hansen et F. Stepputat (eds), *States of Imagination...*, *op. cit.*, pp. 65-80.

Qadri émanant des mêmes juges qu'il avait portés aux nues. Mettant en doute la loyauté de Qadri à l'égard du Pakistan, notamment du fait de sa nationalité canadienne et de sa prétendue allégeance à la « reine d'Angleterre », le CJ et son entourage mirent brutalement un terme à deux semaines d'agitation à Islamabad, dans lesquelles certains observateurs crurent percevoir une manipulation de l'armée destinée à retarder les élections générales de mai 2013, voire à préparer le retour aux affaires des militaires.

Figure 4
Karachi et ses no-go areas en 2012



Source : <http://etribune.express.com.pk/> (Express Tribune).
Fond de carte : www.openstreetmap.org et Bertrand Lefebvre © Ao-Seine, 2013.

Si le juge Chaudhry et ses collègues ont acculé Pervez Musharraf à la démission en 2008, avant de renverser un Premier ministre (Yusuf Raza Gilani, démis de ses fonctions en 2012) et de mettre en difficulté l'armée dans une ancienne affaire de financement de campagne électorale (celle de Nawaz Sharif, en 1990), force est de constater que cet activisme judiciaire tous azimuts a trouvé ses limites face au désordre ordonné de Karachi. A la demande de la Cour, la police et les Rangers conduisent plusieurs raids à travers la ville en avril 2013, au cours desquels ils interpellent des centaines de militants politiques et d'individus soupçonnés d'activités criminelles, dont plusieurs « *target killers* » notoires. La plupart de ces tueurs aguerris sont cependant arrêtés sur la base de délits mineurs, pour être relâchés quelques jours plus tard. Deux d'entre eux, qui ont respectivement avoué 115 et 47 meurtres, sont notamment relâchés après avoir été interpellés pour détention illégale d'armes à feu. Cette libération ulcère les magistrats de la Cour suprême, qui ordonnent aussitôt à la police de ré-arrêter les deux hommes – et de retenir des chefs d'accusation plus sérieux à leur encontre. A cette occasion, le CJ demande à nouveau aux forces de l'ordre de « nettoyer » les *no-go areas* de la ville ; ce à quoi le chef de la police du Sind répond que toutes les descentes de police seront vaines tant que les criminels conserveront des soutiens dans la classe politique. D'autres responsables policiers abondent dans cette direction, rappelant qu'il ne faut souvent guère plus qu'un coup de téléphone pour faire libérer des criminels aux casiers judiciaires pour le moins chargés. Alors que la hiérarchie des Rangers du Sind reste de marbre face aux accusations d'incompétence des magistrats (ne serait-ce que parce que cette force paramilitaire reçoit ses ordres de l'armée et non du pouvoir civil), les responsables policiers commencent à perdre leur contenance face au ton de plus en plus agressif des magistrats et à la menace de sanctions disciplinaires, voire judiciaires, certains décidant même de mettre les juges face à leurs responsabilités. C'est le cas, par exemple, du chef de la police du Sind, Ghulam Shabbir Shaikh, qui, le 21 mars, adresse à la Cour suprême une liste de 224 suspects de « *target killings* » et d'autres crimes graves, accompagnée de leurs affiliations politiques. Le message envoyé aux magistrats est limpide : plutôt que de faire de la police un bouc émissaire, attaquez-vous aux vrais coupables si vous l'osez ! Cette suggestion demeure pourtant lettre morte, et les audiences suivantes de la Cour consacrées à la situation de Karachi restent focalisées sur la problématique du « maintien de l'ordre » (*law and order*), au lieu de traiter le problème en termes politiques, comme le juge Chaudhry et ses collègues avaient pourtant commencé à le faire en 2011. Le seul résultat tangible de cette offensive judiciaire sera l'adoption d'une définition de travail des *no-go areas*, à savoir « un quartier où les Rangers ont besoin de mobiliser un bataillon composé d'au moins 200 hommes pour se déployer »⁸⁷.

⁸⁷ Cette définition fut proposée par l'un des juges participant à la commission chargée d'étudier la situation de Karachi, Justice Jawwad S. Khawaja, cité dans R. Shehzad, « Karachi violence case : police tells SC it cannot lie about no-go areas », *The Express Tribune*, 22 mars 2013.

Si la montagne a finalement accouché d'une souris, on aurait tort de conclure à une défaite du droit face au politique. Outre que les magistrats n'ont probablement pas dit leur dernier mot dans cette affaire, l'intrusion de la Cour dans ces conflits et leur recodage en termes juridiques sont révélateurs de la résilience du droit face au désordre. Comme tant d'autres pays exposés au désordre chronique, le Pakistan n'est pas une société sans foi ni loi⁸⁸. La criminalisation du politique, la politisation des criminels et le dévoiement des magistrats eux-mêmes – qui, au fil de l'histoire pakistanaise, ont souvent fait le jeu de l'armée en justifiant ses coups d'Etat au nom d'une « doctrine de la nécessité » – n'ont pas suffi à remiser l'arme du droit au rayon des antiquités. Bien au contraire, comme l'ont montré la mobilisation des robes noires pakistanaises de 2007-2008 et l'activisme judiciaire du juge Chaudhry depuis 2005, le droit et son usage militant – le *lawfare* – sont désormais au centre des luttes de pouvoir au Pakistan. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce pays que d'avoir réconcilié le légal et le létal au cœur des rapports de force présidant à la formation tumultueuse, mais certainement pas anarchique, de son Etat.

MALAISE DANS L'URBANITÉ

L'escalade et la prolifération de la violence à l'œuvre depuis la seconde moitié des années 1980 ont instillé un climat de peur larvée qui imbibe la vie quotidienne, affleurant à la surface d'une normalité apparente. Tout en enveloppant la ville, y compris dans ses aspects les plus banals, d'une aura de mystère, cet état de peur chronique perturbe les relations au sein des groupes ethniques (*qaums*) et entre ces derniers – des groupes ethniques qui lui doivent d'ailleurs une grande part de leur pertinence politique. La peur comme condition chronique (« *fear as a way of life* », pour reprendre l'expression de l'anthropologue Linda Green⁸⁹) tend également à museler l'opposition et à renforcer les phénomènes de clôture identitaire au sein de ces groupes, au bénéfice de leurs porte-paroles les plus agressifs. Cette transformation de Karachi en une cité de la peur s'est répercutée spatialement, en renforçant les dynamiques de regroupement communautaire, mais aussi en conduisant à une partition de l'espace urbain entre les « zones de haute sécurité » et les « zones de tension ». A Karachi comme dans d'autres villes confrontées à une montée de la violence sociale ou politique, l'écart entre les privilégiés et les autres se mesure aussi à travers la répartition inéquitable des ressources qui permettent de prendre en charge la peur au quotidien.

⁸⁸ Sur la résilience de la norme juridique dans les sociétés en apparence sans foi ni loi (*lawless*), et la dialectique du légal et du létal qui travaille ces sociétés, voir J. Comaroff et J. L. Comaroff, « Law and disorder in the postcolony », art. cité.

⁸⁹ L. Green, *Fear as a Way of Life. Mayan Widows in Rural Guatemala*, New York, Columbia University Press, 1999.

La peur comme condition chronique est en effet expérimentée différemment selon sa position sur l'échelle sociale, et les contours spatiaux des menaces varient souvent sensiblement d'un groupe de population à l'autre. C'est à ces géographies de la peur que sera consacrée la dernière section de cette étude, qui s'appuie principalement sur des entretiens et des conversations avec les résidents de Lyari remontant pour la plupart à août 2012, quelques mois seulement après l'opération de police évoquée plus haut, qui se solda par un échec pour les forces de l'ordre mais coûta la vie à plusieurs dizaines d'habitants du quartier. Cette focalisation sur Lyari – l'un des secteurs de Karachi inspirant actuellement le plus de crainte aux habitants du reste de la ville – me permettra de montrer que les géographies de la peur des populations de Karachi sont irréductibles à la stigmatisation par les médias de certaines zones comme *no-go areas* ou à la panique morale d'élites barricadées. Chaque groupe social a ses cauchemars urbains et ses modes de gestion d'une menace diffuse, qui font appel à une véritable science de la survie – une herméneutique du danger, sans cesse réactualisée.

L'herméneutique du danger et ses apories

Contestant l'idée selon laquelle la violence serait largement « ciblée », comme les médias locaux le répètent à longueur de colonnes, la plupart de mes interlocuteurs ont insisté sur le fait que la violence des groupes armés, politiques, sectaires et criminels affecte de plus en plus l'homme – et la femme – de la rue, qui ne parvient plus à « respirer librement », pour reprendre l'expression de l'une de mes informatrices, une travailleuse sociale kutchi originaire de Lyari. Dans ce contexte, les « tactiques d'escapisme » (*evasive tactics*)⁹⁰ auxquelles les parents ont recours pour tenir leurs enfants à distance du monde dangereux de la politique partisane, ou encore les pratiques d'invisibilisation des résidents de localités dominées par un groupe ethnique différent du leur, tendent à devenir obsolètes. Ainsi, pour Mujahid⁹¹, un Mohajir de la classe moyenne inférieure qui a grandi à Liaquatabad et fut le témoin de certains des pires épisodes de violence entre les deux factions du MQM au cours des années 1990 :

« Si vous étiez neutres... Ce que je veux dire c'est que si vous n'aviez pas de relations avec un parti politique... Ce n'était pas aussi difficile [que maintenant]. Aujourd'hui, les préjugés linguistiques [*zuban ka t'asub*] règnent. A tel point que nous ne pouvons pas nous aventurer dans des quartiers non ourdouphones, comme dans des quartiers pachtoune ou baloutches... A cette époque [les années 1990], ce n'était pas aussi difficile que maintenant. [...] Aujourd'hui, il est vraiment difficile de s'aventurer dans certains quartiers de Karachi. A Liaquatabad, par exemple, il y a une rue qui part du vieux marché aux légumes et se dirige vers Hasan Square. Sur le chemin, il y a un quartier pachtoune où la situation peut rapidement dégénérer. Des tirs peuvent éclater à n'importe quel moment, les passants peuvent être enlevés, passés à tabac... Cela fait à peu près trois ans que c'est comme ça. Avant, la violence était plus ciblée. Ils [les miliciens, la police] disaient : "Celui là

⁹⁰ T. Ahmad, « Bystander tactics : life on turf in Karachi », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal (SAMAJ)*, n° 5, 2011, <http://smaj.revues.org/3537>

⁹¹ Tous les noms qui suivent ont été modifiés afin de garantir l'anonymat des interviewé(e)s.

appartient au MQM, emmenez-le !” Ensuite, ils l’emmenaient et l’envoyaient généralement dans une salle de torture. [...] Mais aujourd’hui c’est beaucoup plus dangereux pour l’homme de la rue, et si les gens [i.e. des Mohajirs] doivent rentrer du travail à la nuit tombée, ils font en sorte de ne pas avoir à traverser un quartier baloutche ou pachtoune⁹². »

Cette vulnérabilité à la violence ethnique n’est pas spécifique aux Mohajirs ourdouphones, exposés aux représailles des groupes en conflit avec le MQM (l’ANP et le PAC). Un même sentiment d’insécurité peut être décelé chez les jeunes Baloutches de Lyari. L’un d’entre eux, un travailleur social affilié à l’une des plus vieilles ONG de Lyari, m’avouait en août 2012 : « Je suis réticent à sortir [de Lyari] » (*Mera dil jane ka karta hi nahin*, lit. « je n’ai pas le désir de sortir dans mon cœur »). Le même jeune homme fera référence à un incident survenu à l’occasion de la fête de Eid-ul-Fitr, en 2011, pour expliquer cette peur de « l’extérieur ». Six jeunes Baloutches de Lyari furent kidnappés, probablement par des militants du MQM, alors qu’ils faisaient des courses à Zainab Market, un centre commercial très populaire du quartier de Saddar, à quelques kilomètres à peine de Lyari. Le jour suivant, les cadavres mutilés de ces jeunes garçons seront retrouvés dans le quartier à dominante mohajir de PECHS⁹³, un sort jusqu’alors plutôt réservé aux militants des partis politiques, mais contre lequel les « gens de la rue » auxquels fait référence Mujahid ne sont plus immunisés. Cette violence de plus en plus indiscriminée – une évolution qui se reflète également dans les attaques contre les parents, y compris les femmes et les enfants, des individus ciblés pour leur affiliation à un groupe criminel, sectaire ou politique donné⁹⁴ – constitue une source d’inquiétude grandissante pour les habitants des quartiers les plus volatils de la ville, dans la mesure où elle perturbe les anciennes routines de gestion quotidienne de la violence, tactiques idiosyncratiques ou procédures collectives. Ce sentiment de vulnérabilité croissante à la violence politique, criminelle et ethnique nourrit un profond malaise dans l’urbanité. Pour ses résidents apeurés, la ville est devenue méconnaissable. Cette perte de confiance dans l’herméneutique du danger – cette capacité à interpréter l’« environnement » (*faza*) et à anticiper les « situations » (*halat*) potentiellement dangereuses, en repérant les signes avant-coureurs du danger et en décodant les humeurs de la ville – a transformé en profondeur le rapport à l’environnement urbain. Comme me l’expliquait Naveeda, la travailleuse sociale citée plus haut, en 2012 : « Un environnement si étrange s’est développé dans notre ville que l’on se croirait dans une contrée étrangère » (*Ajib tarah ki faza hamare shehr mein ho rahi hai ki hamko apna shehr ajnabi lagne laga hai*). Cette opacité croissante de la vie urbaine, face à un danger de plus en plus aigu et chronique, est pourtant irréductible à un sentiment de vulnérabilité personnelle. Elle est également l’expression d’une plainte nostalgique, d’une lamentation pour la ville cosmopolite et sa promiscuité, défaite par l’escalade de la violence – une ville où, pour reprendre les termes de Naveeda, les habitants de Karachi pouvaient « interagir, s’asseoir ensemble dans les restaurants, boire et manger ensemble », sans distinction de religion ni d’ethnicité.

⁹² Entretien, Karachi (Surjani Town), août 2012.

⁹³ S. Imtiaz, « Lyari stunned as 6 funerals emerge from one lane », *The Express Tribune*, 19 août 2011.

⁹⁴ F. Khan, « Ordered disorder ? Karachi’s recent target killers spare no one », *The Express Tribune*, 3 juin 2013.

Cette insécurité croissante nourrit une économie du soupçon qui transforme des quartiers entiers en territoires hostiles, où l'on limite la fréquence et la durée de ses visites au strict minimum. Ainsi, Mujahid, qui professe une véritable passion (*shok*) pour le football, a dû renoncer à assister à des matchs à Lyari (principal centre de la culture footballistique de Karachi) par crainte d'être pris pour cible par les miliciens du PAC. Selon lui, la peur de la violence ethnique a profondément pénétré la scène sportive :

« On organise encore quelques tournois à Malir et Orangi, mais de moins en moins, à cause de la situation dans les zones de tension [*kashidgi wale elaqon mein*]. Beaucoup de clubs qui avaient l'habitude de disputer des matchs à Lyari ne le font plus parce que la situation est trop imprévisible [*ghair yaqini halat hai*]. Personne ne peut prédire s'il va se passer quelque chose ou non. »

L'incertitude croissante qui entoure les disparitions et assassinats de civils – personne ne sait vraiment qui tue qui et pourquoi – ne fait qu'ajouter à leur efficacité. A Karachi, la peur comme condition chronique se nourrit de cette ambiguïté et contribue à l'avènement de dichotomies entre le « dedans » et le « dehors », le « sûr » et le « peu sûr » qui compromettent la coexistence de groupes ethniques distincts en associant la présence de l'Autre à une menace sur sa vie et ses biens, tout en réduisant les possibilités d'échanges transcendant les frontières communautaires dans le cadre des loisirs ou des rituels religieux. Au-delà de l'exemple du football, la disparition progressive de l'espace public pluraliste se trouve confirmée par le déclin du brassage social en contexte religieux. Nombre de mes informateurs sunnites, à Lyari mais aussi dans des quartiers à dominante mohajir, m'ont ainsi confié qu'ils avaient autrefois l'habitude de prier indifféremment dans des mosquées sunnites ou des *imambargahs* chiïtes, choisissant le lieu de culte le plus proche de leur résidence. La plupart ont renoncé à ces pratiques depuis l'escalade de la violence sectaire des années 1990, marquée par des attaques à répétition contre les lieux de culte chiïtes. Et si la célébration du martyr de l'imam Hussein continue de rassembler sunnites et chiïtes – mais aussi hindous et musulmans – dans certains quartiers populaires de Karachi, la grande procession d'Ashura le long de M.A. Jinnah Road est désormais interdite aux non-chiïtes. Un imposant cordon policier s'assure du respect de cette nouvelle règle, adoptée à l'issue d'attaques meurtrières contre cette procession au cours des dernières années (notamment en 2009). Des attaques qui sont venues mettre un terme à une vieille tradition de brassage ethnique, social et sectaire dans le cadre d'une fête religieuse qui a longtemps mêlé le sacré et le profane à travers ses éléments les plus carnavalesques⁹⁵.

Cet état de peur chronique et son ubiquité sociale distinguent Karachi de Bombay, qui a droit aussi à son lot de violences politiques, religieuses et criminelles depuis les années 1980 mais qui, pour Thomas Blom Hansen, « n'est pas perçue [par ses habitants] comme une ville dangereuse au quotidien »⁹⁶. Au contraire, les habitants de Karachi ont développé

⁹⁵ Sur la dimension « carnavalesque » de la fête de Muharram dans le contexte du Bombay colonial, voir N. Green, *Bombay Islam. The Religious Economy of the West Indian Ocean, 1840-1915*, Delhi, Cambridge University Press, 2011, pp. 53-56.

⁹⁶ T. Blom Hansen, *Violence in Urban India. Identity Politics, « Mumbai », and the Postcolonial City*, Delhi, Permanent Black, 2005 [2001], p. 186.

un sens aigu du danger, qui influe sur leurs décisions quotidiennes, leurs interactions et leurs mouvements à travers la ville. Aussi ubiquitaire qu'il soit, ce malaise dans l'urbanité se décline cependant différemment d'un groupe social et d'une communauté résidentielle à l'autre, tout en présentant d'importantes variations d'intensité en fonction du contexte. C'est à ces géographies de la peur que s'intéresse la dernière section de cette étude, qui montrera que ces géographies quotidiennes du danger sont à la fois relatives (les cartes mentales du danger sont profondément idiosyncratiques) et contingentes (cette cartographie mentale est liée au contexte, à la présence des autres, à l'heure de la journée ou encore à la température politique de la ville, autant de facteurs affectant l'évaluation des risques).

Les géographies de la peur

En juin 2008, après m'avoir emmené faire un tour de sa circonscription, le *nazim* (élu local) de l'Union Council 6 de la municipalité de Landhi, Imran Ahmed Khan, me raccompagna à ma guesthouse du quartier résidentiel de Clifton, au sud de la ville. La nuit était tombée et, alors que nous entrions dans le quartier, Khan ouvrit la boîte à gants pour en tirer un pistolet, qu'il posa sur le tableau de bord. Pour moi, Clifton – un quartier plutôt huppé, habité par les élites économiques et politiques de la ville, en particulier par la famille Bhutto – était nettement plus sûr que Landhi, qui, une décennie durant (1992-2003), était demeurée une *no-go area* pour les sympathisants du MQM (Altaf) et les non-résidents, et où les batailles de rue à l'arme automatique entre le MQM et les Haqiqis restaient fréquentes depuis la reconquête du quartier par la faction Altaf en 2003. Lorsque je fis part de cette considération à Imran Ahmed Khan, il me contredisit vigoureusement : « Tu n'y es pas du tout. Ces quartiers de rupins sont beaucoup plus dangereux que Landhi. Il y a tellement d'argent ici, cela attire les voleurs ».

Khan craignait particulièrement les jeunes voyous motorisés. Il m'expliqua que si l'un de ces duos s'approchait de la voiture, il n'opposerait aucune résistance, acquiescerait aux demandes des jeunes gens, puis attendrait qu'ils prennent un peu de distance pour attraper son pistolet et les abattre, « parce qu'aucune moto ne va plus vite que les balles ». L'évaluation des risques de Khan trouvera ses limites trois ans plus tard lorsqu'il fut lui-même assassiné par les Haqiqis, alors qu'il sirotait une tasse de thé dans une boutique du quartier. Aussi erroné fût-il, son sens du danger n'en est pas moins révélateur de la relativité des géographies de la peur à Karachi, qui, ici comme ailleurs, prennent la forme de cartes mentales du danger dessinées par l'expérience personnelle, mais aussi par les médias⁹⁷. Et si les élites de Karachi redoutent de plus en plus de devoir s'aventurer hors de leurs *gated communities*, cette peur du « dehors » (*bahar*) est également décelable au sein des populations moins aisées. Au-delà de la psychose des jeunes voleurs motorisés, ces angoisses se nourrissent du sentiment de vulnérabilité accrue à la violence ethnique et politique évoqué plus haut.

⁹⁷ M. England et S. Simon, « Scary cities : urban geographies of fear, difference and belonging », *Social & Cultural Geography*, vol. 11, n° 3, mai 2010, pp. 202-203.

Pour beaucoup, ce sentiment d'insécurité s'installe dès que l'on s'aventure hors du *mohalla* – quelques pâtés de maisons tout au plus, caractérisés par une relative homogénéité ethno-linguistique. En août 2012, Aziz, un résident sindi de Lea Market, à Lyari, qui travaille pour une ONG basée à Clifton, m'expliqua :

« Avant [la création du PAC, en 2008], la situation n'était pas si mauvaise. Lorsqu'un affrontement [entre deux gangs rivaux] éclatait, on pouvait encore se déplacer librement [à travers Lyari]. Mais aujourd'hui, si vous vivez à Lyari et devez vous rendre quelque part dans le quartier, vous y réfléchirez à deux fois avant de sortir. [...] Personne ne veut faire face à des problèmes sans raison [*Bas yeh hai ki banda yeh chahta hai ki voh bela vajah kisi pareshani mein na pare*]. S'il nous faut vraiment sortir, nous ferons l'objet d'un interrogatoire [de la part des miliciens du PAC], ils nous embêteront, et s'ils finiront par nous laisser passer, ils nous feront perdre notre temps. Cela ne se passera pas dans votre propre *mohalla* mais dans d'autres parties de Lyari. Généralement les gens ne s'aventurent pas hors de leur *mohalla* tout seuls. Ils préfèrent être accompagnés d'un enfant, à ce moment-là ils se sentent plus en sécurité [*phir voh apne apko safe mehsus karte hain*]⁹⁸ ».

Comme le suggère ce témoignage, les géographies de la peur sont fortement contingentes. La présence d'un enfant à ses côtés – supposée adoucir les miliciens – peut ainsi être vécue comme une protection, dans un complet renversement de l'ordre familial. Aziz souligne également que le *mohalla* peut devenir un sanctuaire, dans un « retranchement spatial » fondé sur la dissection de la topographie urbaine « non plus sur la base de catégories ethniques mais de catégories de vie et de mort », comme Allen Feldman a pu l'observer à Belfast⁹⁹. La militarisation de ces sanctuaires par des groupes armés irréguliers tend cependant à compromettre leur sécurité. Le retranchement des milices dans l'espace communautaire transforme ce dernier en champ de bataille en en faisant une cible de raids et d'incursions par les forces de l'ordre ou les milices adverses, conduisant à une « prolifération de la violence chronique »¹⁰⁰. Cette menace latente sur le voisinage immédiat a trouvé une illustration au cours de l'opération de police d'avril 2012 à Lyari. Au cours des affrontements entre la police et les miliciens du PAC, une grenade lancée par ces derniers en direction des policiers explose près du garage d'Aziz, endommageant sa voiture. Les réparations lui coûteront environ 12 000 roupies (une centaine d'euros), mais il s'estime chanceux : « si le cylindre [de gaz] de la voiture avait été touché et que le réservoir avait pris feu, c'est tout le bâtiment qui se serait effondré ».

La superposition des conflits politiques et des violences criminelles contribue également à une partition imparfaite entre le « domaine de la violence » et le « domaine familial et résidentiel », pour reprendre les catégories de Feldman¹⁰¹. Tandis que les raids et les incursions des forces extérieures affectent l'intégrité territoriale du *mohalla*, l'occupation des rues par des jeunes gens en armes constitue une menace intérieure pour les résidents. Cette double menace compromet la « métaphysique spatiale » opposant la sécurité du sanctuaire – supposée garantie par les

⁹⁸ Entretien, Karachi (Clifton), août 2012.

⁹⁹ A. Feldman, *Formations of Violence. The Narrative of the Body and Political Terror in Northern Ireland*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991, pp. 35-36.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 41.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 37.

relations d'interconnaissance concrète, les liens de parenté et les obligations réciproques – aux dangers de « l'extérieur ». La montée en puissance des spécialistes de la violence, dans les principales zones de conflit de Karachi, contribue ainsi à déstabiliser les hiérarchies sociales, et notamment les rapports intergénérationnels. Dans les quartiers de la classe moyenne inférieure mohajir où a émergé le MQM, tels Liaquatabad ou Landhi, l'essor du « nationalisme de rue » mohajir a participé d'un mouvement d'affirmation de la jeunesse au détriment des figures d'autorité traditionnelles (les *dallals*, *izzatdars* et autres *muezazins*...) ¹⁰². A Lyari, l'occupation des rues par les trafiquants de drogue et les hommes de main des chefs de gangs a eu le même effet, tout en induisant un sentiment d'insécurité encore plus grand parmi les résidents les plus âgés. Un habitant du quartier de Baghdadi, très affecté par le trafic d'héroïne, me fit ainsi part de sa peur des jeunes dealers en août 2012, sans même chercher à dissimuler ses sentiments de honte et d'impuissance en présence d'autres hommes (cet entretien fut réalisé à l'occasion d'une cérémonie de deuil, à la suite du décès d'un de ses parents) :

« Avant, Lyari était extrêmement sûr. Les gens ne fermaient même pas leur porte à clé. Si vous deviez rendre visite à quelqu'un à l'hôpital ou assister à un mariage, vous laissiez votre maison aux bons soins de vos voisins. La situation était tellement sûre, tellement calme [*Itna tahaffuz, itna aman tha*]. Personne n'avait peur de quoi que ce soit [*Kisi kism ka koi khauf nahin tha*]. Mais aujourd'hui, dans ce même quartier de Lyari, et bien que j'aie atteint l'âge de 57 ans, j'ai peur lorsque je rentre chez moi. Je croise les doigts pour ne pas tomber nez à nez avec un gamin qui se comportera mal avec moi, et qui dégainera pour un oui ou pour un non et... bam ! bam ! [*m'abattrā*]. Quand quelqu'un demandera pourquoi j'ai été tué, on lui répondra que je passais par là ou que j'avais dévisagé mon agresseur. Par les temps qui courent, cela suffit pour provoquer meurtres et massacres. »

Cette perception d'une menace intérieure et le sentiment d'impuissance qui en résulte – tant au niveau individuel que collectif – transparaissent également dans la crise des procédures locales de gestion de la violence. Un autre de mes informateurs, un pêcheur sindi ayant passé toute sa vie dans la localité de Khadda, raconte comment les populations locales ont progressivement perdu le contrôle sur les « fauteurs de troubles », et comment l'endigement de la violence est devenu, dans ce contexte, de plus en plus difficile :

« Aujourd'hui, lorsque les gens de ce quartier entendent des coups de feu, ils rentrent chez eux et s'enferment, pour leur sécurité. Voilà comment les choses se passent aujourd'hui. Dans le passé, quand quelqu'un faisait du désordre, tout le monde sortait dans la rue et essayait de résoudre le problème [*voh jakar suljha dete the*]. On essayait d'identifier le coupable et la nature du problème, avant de chasser les fauteurs de trouble [*usko markar bhaga dete the*]. Si une grave injustice [*zulm*] ou un vol avaient été commis par quelqu'un, on lui passait un savon, il recevait quelques coups, ou bien on l'attachait à un poteau et les gens le couvraient de goudron et lui jetaient des œufs. C'était la coutume. Mais aujourd'hui la situation est différente et si quelqu'un croise la route de fauteurs de troubles, il évite de s'impliquer et rentre directement chez lui [*agar koi panchayat ho rahi hai, to chalo bhai, ghali mein, ghar mein, aur derwaza bandh*]. Si l'un de vos parents directs est concerné vous devrez peut être vous impliquer, mais autrement vous préférerez passer votre chemin plutôt que de mettre votre vie en danger ¹⁰³. »

¹⁰² A. Hasan, « A generation comes of age », *The Herald*, octobre 1987, pp. 52-53.

¹⁰³ Entretien, Karachi (Lyari), août 2012.

CONCLUSION

Comme l'a montré Daniel Pécaut pour le cas colombien, les situations de « violence généralisée » résultant de l'entrée en résonance d'actes de violence organisée et désorganisée suscitent « [leur] propre contexte, [leurs] propres modes de transaction et de confrontation »¹⁰⁴. Le cas de Karachi invite pour sa part à s'interroger sur « un amalgame particulièrement dense de conflits [*a densely-woven fabric of group conflicts*] qui se déploient sur plusieurs niveaux mais dont les causes s'entremêlent et interagissent »¹⁰⁵. La configuration violente née de ces interférences s'y est révélée plus durable qu'en Colombie ou, plus près de Karachi, de cette autre mégapole menacée de « décosmopolitisation » qu'est Bombay¹⁰⁶. Cette longévité du désordre ordonné tient d'abord à la réactualisation, au fil du temps, des conditions de possibilité originelles des conflits locaux. Les mouvements de population engendrés par la contribution pakistanaise à la « guerre au terrorisme » dans le nord-ouest du pays ont ravivé les litiges autour de l'identité de Karachi et de ses « propriétaires » légitimes. Et la ré-internationalisation des guerres afghanes, au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, a nourri une économie de guerre, officielle et officieuse, qui a à son tour alimenté les conflits entre factions armées (notamment entre le MQM et le PAC, en compétition pour la « protection » des convois de l'OTAN). La résistance au temps de cet état de désordre tient aussi aux particularités du processus de formation de l'Etat pakistanais, et aux formes de gouvernement indirect et violent qui se sont institutionnalisées au fil des ans. Il faut également prendre en compte l'absence de contraintes internationales sur les belligérants similaires à celles qui s'exercèrent, par exemple, sur les paramilitaires colombiens, dont la démobilisation a probablement été accélérée par la menace de leur extradition aux Etats-Unis pour leur implication dans le trafic de drogue¹⁰⁷. L'attitude de la Grande-Bretagne – où Altaf Hussain s'est exilé en 1992 – pourrait évoluer au cours des prochains mois, dans la mesure où le gouvernement britannique semble de moins en moins disposé à tolérer les incitations à la violence proférées par le chef du MQM, ainsi que l'implication de Britanniques d'origine pakistanaise dans des actes de violence à Karachi¹⁰⁸. Le MQM demeure cependant un allié précieux du fait de ses positions « sécularistes » et de son ralliement à la « guerre au terrorisme ». La non-ingérence des autorités britanniques dans la gouvernance à distance de Karachi, aussi brutale soit-elle, est venue sceller ce pacte stratégique.

¹⁰⁴ D. Pécaut, « De la banalité de la violence à la terreur », art. cité.

¹⁰⁵ A. Frotscher, *Claiming Pakistan. The MQM and the Fight for Belonging*, Baden-Baden, Nomos, 2008, p. 253.

¹⁰⁶ A. Appadurai, « Spectral housing and urban cleansing : notes on millennial Mumbai », *Public Culture*, vol. 12, n° 3, 2000, pp. 627-651.

¹⁰⁷ R. Rozema, « Medellín », in K. Koonings et D. Kruijt (eds), *Fractured Cities. Social Exclusion, Urban Violence and Contested Spaces in Latin America*, Londres et New York, Zed Books, 2007, p. 65.

¹⁰⁸ Sur les déboires judiciaires du MQM en Grande-Bretagne, voir O. Bennett-Jones, « Altaf Hussain, the notorious MQM leader who swapped Pakistan for London », *The Guardian*, 29 juillet 2013.

Si la bienveillance des autorités britanniques à l'égard de la direction du MQM en exil a pu élargir la marge de manœuvre du parti à Karachi, celui-ci doit sa remarquable longévité politique aux désordres urbains dont il est le produit autant que l'ordonnateur, au double sens de régulateur et d'initiateur. Sans qu'il faille forcément voir là une « instrumentalisation politique du désordre »¹⁰⁹ – dont le caractère intentionnel serait en tout état de cause difficile à démontrer empiriquement –, il est indéniable que l'insécurité ambiante a aidé le parti à se maintenir au pouvoir, ne serait-ce qu'en entretenant son image de protecteur des Mohajirs. En retour, la mainmise du MQM sur l'Etat local et ses ressources (emplois et fonds publics, terrains, contrôle de l'accès aux secteurs éducatif et hospitalier, distribution d'eau et d'électricité...) est venue alimenter les conflits locaux. Cette compétition s'est encore durcie après que les prérogatives et les ressources financières de cet Etat local ont été considérablement élargies dans le cadre du programme de décentralisation mis en place par Pervez Musharraf en 2001. Au final, s'il s'est ponctuellement approché de l'hégémonie à laquelle il aspire depuis toujours (notamment après avoir « capturé » l'Etat local tout en neutralisant le gouvernement provincial, de 2005 à 2008), le MQM n'est jamais parvenu à éteindre complètement les foyers de résistance à sa domination, ceux-ci gagnant même en intensité ces dernières années. Le désordre ordonné né de cette prédominance contestée et des luttes pour la ville qui s'en nourrissent, sans pour autant s'y réduire totalement, s'apparente moins à un système fixe, fermé et harmonieux de régulation sociale et de compétition politique qu'à une configuration fluide, au sens de Norbert Elias. Les règles encadrant les interactions propres à de telles configurations sociales peuvent être amendées, contournées ou ouvertement transgressées – dans ce cas, l'absence de sanction est souvent le préliminaire à une banalisation de la transgression et, à terme, à l'instauration de nouvelles règles du jeu. Aucun acteur n'exerce pourtant un contrôle intégral sur le jeu et ses règles, même lorsqu'il les a inventées. C'est ce que découvrira la Jama'at-e-Islami après l'émergence du MQM dans la seconde moitié des années 1980, avant que ce dernier ne le comprenne à son tour à la suite de la montée en puissance des nationalistes pachtoune de l'ANP, des gangsters baloutches du PAC et, plus récemment, des talibans pakistanais, qui, chacun leur tour, ont tenté de battre le MQM à son propre jeu en résistant militairement à son projet hégémonique, tout en répliquant avec plus ou moins de succès son gouvernement violent. A tel point que si le MQM décidait aujourd'hui de renoncer à la violence pour se maintenir au pouvoir, il est peu probable que les conflits armés de Karachi se résorberaient pour autant. Cet acteur politique prédominant – mais de plus en plus contesté – ressemble à l'apprenti sorcier du poème de Goethe, qui « se tient devant les esprits qu'il a invoqués et qui, une fois libérés, échappent à son contrôle »¹¹⁰.

Cette marginalisation progressive – et encore relative – du MQM se reflète à la fois dans les urnes et dans la politique armée qui fait la marque de Karachi depuis les années 1980. Les résultats des élections nationales et provinciales de 2013 sont à cet égard instructifs. A première vue, le MQM semble avoir confirmé son emprise sur Karachi, puisqu'il a remporté 16 des 20 sièges attribués à la ville à l'Assemblée nationale, et 32 de ses 41 sièges à l'assemblée

¹⁰⁹ P. Chabal et J.-P. Daloz, *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999.

¹¹⁰ N. Elias, *The Society of Individuals*, op. cit., p. 62.

provinciale du Sind¹¹¹. Mais, si l'on considère le nombre de suffrages exprimés, la situation est sensiblement différente et, dans les deux cas, le MQM a recueilli moins de 60 % des voix (57 et 59 %, respectivement). Par comparaison, le parti avait remporté 68 % des suffrages à l'élection provinciale de 2008. De toute évidence, il est en perte de vitesse. Plusieurs facteurs expliquent ce déclin progressif : l'usure du pouvoir (le MQM a participé à pratiquement tous les gouvernements centraux et provinciaux, depuis ses premières victoires électorales à la fin des années 1980), l'attrait exercé par l'outsider de cette élection, Imran Khan, sur la classe moyenne éduquée ourdouphone, et notamment sur la jeunesse (le Pakistan Tehrik-e-Insaf [PTI] est ainsi devenu le second parti en termes de voix à Karachi, même s'il n'a remporté qu'un siège à l'Assemblée nationale et trois sièges provinciaux), et enfin les changements démographiques majeurs des dernières années (voir figure 2) ; si l'on manque de données fiables, il est probable que la part des Mohajirs dans la population totale se situe désormais autour de 40 %, alors que celle des Pachtounes a considérablement augmenté du fait des déplacements de population engendrés par les opérations militaires dans le Nord-Ouest et par les inondations de 2010, au point qu'elle approcherait des 25 %¹¹².

Dans la foulée de ces élections, les partisans du PTI se sont indignés des fraudes massives orchestrées par le MQM (bourrage d'urnes, enlèvement du personnel électoral, attaques de bureaux de vote...). Fait sans précédent, ces électeurs – pour la plupart ourdouphones et issus de la classe moyenne, signe d'une érosion de la banque de vote traditionnelle du MQM – ont publiquement pris fait et cause contre le parti d'Altaf Hussain. Une provocation inédite à Karachi, où le MQM a instauré un climat de terreur peu propice à l'expression d'opinions dissonantes, dans l'espace public tout au moins. Conscients de la nature transgressive de leur mobilisation, ces jeunes manifestants ont pu croire un moment qu'ils ouvraient une nouvelle ère politique à Karachi, plus démocratique et surtout moins violente. Ils ont rapidement déchanté. Le 18 mai, la vice-présidente du PTI, Zahra Shahid Hussain, était assassinée à Karachi et, au cours des jours suivants, plusieurs militants du parti d'Imran Khan ont été victimes d'attaques ciblées à Karachi et à Hyderabad.

De toute évidence, le MQM n'est pas prêt à tolérer cette nouvelle atteinte à sa souveraineté, une souveraineté qui puise sa source dans les urnes autant que dans les armes. En tout état de cause, les supporters du PTI se trompent lourdement s'ils croient qu'une fois « libérée » de la mainmise du MQM Karachi retrouvera son prétendu calme d'antan. Le désordre ordonné qui a cristallisé dans la ville au cours des années 1980 est irréductible aux stratégies des acteurs politiques et criminels qui s'en disputent le contrôle, même les plus puissants. De surcroît, en dépit du lot de violences en tout genre qui l'a accompagnée, la prédominance du MQM a aussi été un facteur d'ordre en se traduisant par des logiques contestées, mais relativement stables, de domination, introduisant une relative prédictibilité jusque dans la violence et le désordre consubstantiels à cette domination. La marginalisation du MQM, tant dans le domaine de la politique électorale que de la politique armée, risque ainsi de donner lieu à plus d'instabilité et d'imprévisibilité, et à une hausse continue du niveau de violence. L'évolution du rôle de l'Etat sera à cet égard décisive.

¹¹¹ Ces résultats n'incluent pas les trois sièges provinciaux ni le siège supplémentaire à l'Assemblée nationale remportés par le MQM à l'issue des élections partielles d'août 2013.

¹¹² Zia ur Rehman, « Demographic divide », *The Friday Times*, 15-21 juillet 2011.

Comme l'ont montré les initiatives de la Cour suprême depuis 2011, ou encore le mouvement autour de Tahir-ul-Qadri en 2013, le désir d'Etat n'a pas déserté cette société par ailleurs de plus en plus fragmentée. Loin d'être univoque, le retrait partiellement consenti de l'Etat vers une forme de gouvernement par arbitrage se heurte à un néo-interventionnisme qui en est le reflet inversé, cherchant à réhabiliter un mode de gouvernement plus direct adossé à une véritable mythologie de l'Etat. De surcroît, même lorsqu'il semble avoir renoncé à ses fonctions régaliennes, l'Etat pakistanais – ou les agents qui l'incarnent au quotidien – continue de gouverner au sens foucauldien du terme, en structurant le champ des possibles de ses administrés aussi bien que de ses concurrents. Sans doute l'état de désordre chronique qui caractérise Karachi – mais aussi, selon diverses modalités, d'autres zones de conflit du pays – ne fait-il pas bon ménage avec les définitions euro-péo-centrées de l'Etat légal-rationnel. A l'instar des « politico-militaires » tchadiens, les élites civiles et militaires du Pakistan n'ont ni les moyens ni même l'ambition de monopoliser l'usage de la violence physique légitime. A tel point que ces acteurs étatiques « gère[nt] l'instabilité autant qu'il[s] contribue[nt] à la produire »¹¹³. Renvoyer cet appareil d'Etat à son incurie apparente, ou même, de façon moins normative, à son manque de moyens patent, empêche pourtant de penser les « pratiques peu wébériennes du pouvoir »¹¹⁴ qui, au Pakistan comme dans d'autres Etat prétendument faibles, sont au cœur de la fabrique du social et du politique. Une telle posture analytique aboutit à entériner l'idée fallacieuse d'un jeu à somme nulle, et donc d'une coupure bien tranchée entre un Etat exsangue et une société de plus en plus militarisée. A rebours de ces approches « pathologiques »¹¹⁵, la présente étude entend au contraire démontrer que l'appareil d'Etat pakistanais, aussi affaibli qu'il paraisse, ne cesse d'agir sur sa société et d'être agi par elle, y compris – et surtout – lorsque ses agents font le choix de partager avec les mondes sociaux qui les enserrent le droit de taxer, de juger et même de punir en toute impunité¹¹⁶.

¹¹³ M. Debos, *Le Métier des armes au Tchad*, op. cit., p. 244.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 232.

¹¹⁵ Sur le biais « pathologique » des approches en termes de « faillite » ou d'« effondrement » de l'Etat, voir T. Hagmann et M. V. Hoehne, « Failures of the state failure debate : evidence from the Somali territories », *Journal of International Development*, n° 21, 2009, pp. 42-57.

¹¹⁶ Outre les deux évaluateurs anonymes de cette *Etude du CERI*, je tiens à remercier celles et ceux qui, au fil des ans, ont enrichi ma réflexion sur le « désordre ordonné » de Karachi de leurs commentaires critiques, en particulier Mariam Abou Zahab, Karen Barkey, Michel Boivin, Gilles Favarel-Garrigues, Thomas Blom Hansen, Christophe Jaffrelot, Stathis Kalyvas, Nichola Khan, Nida Kirmani, Oskar Verkaaik et Akbar Zaidi.